

Table des matières

1 Les citoyens et la politique	3
1.1 La socialisation politique	4
1.1.1 Les mécanismes de la socialisation politique	4
1.2 La compétence et l'intérêt pour la politique	9
1.2.1 Un rapport distendu à la politique...	9
1.2.2 ...révélateur d'un "cens caché"	9
1.3 L'abstention	11
1.3.1 Les causes sociales de l'abstention	11
1.3.2 Les causes politiques de l'abstention	12
1.3.3 Les contextes/conjonctures qui influent sur l'abstention	12
2 Les modèles explicatifs du vote	14
2.1 L'analyse écologique du vote	14
2.2 Le modèle sociologique du vote (École de Columbia)	16
2.3 Le paradigme psycho-sociologique du vote (Michigan)	16
2.4 La théorie de l'électeur rationnel?	17
2.5 Les variables sociales du vote	18
3 Les partis politiques	21
3.1 Définitions et fonctions des partis politiques	21
3.1.1 Définitions des partis politiques	21
3.1.2 Fonctions des partis politiques	22
3.2 La typologie des partis politiques	23
3.3 Crise ou transformation des partis politiques	25
3.3.1 Le PCF	25
3.3.2 Le PS	26
3.3.3 En règle général	27

3.3.4 Conclusion	30
4 L'action collective	32
4.1 Les modèles et outils d'analyses de l'action collective	32
4.1.1 Le paradoxe de l'action collective	32
4.1.2 Les conditions de la mobilisation collective : les théories de la mobilisation des ressources	34
4.1.3 De l'expression du mécontentement à la sociologie des causes	35
4.2 Les formes de l'action collective	36
4.2.1 Les répertoires de l'action collective	37
4.2.2 Les évolutions contemporaines des répertoires d'actions . .	38
5 L'action publique	41
5.1 Définition et typologie des politiques publiques	41
5.1.1 Les différents types de politiques publiques	42
5.1.2 Les politiques publiques dans l'histoire	42
5.1.3 Paradigme	43
5.1.4 Référentiel	43
5.2 Problèmes publics et mise sur agenda	44
5.2.1 Le processus de la mise sur agenda	44
5.2.2 La traduction politique	45
5.3 La mise en oeuvre de l'action publique	47
5.3.1 L'approche par le haut : top-down	47
5.3.2 L'approche par le bas	47

Chapitre 1

Les citoyens et la politique

Pour comprendre la relation qu'il y a entre les citoyens et la politique, on a l'habitude de recourir au concept (créé par Daniel Gaxie) de politisation. La politisation, dans le sens commun, est le fait de rendre quelque chose politique.

Le concept, lui, a un autre sens et possède deux dimensions. C'est le degré de connaissance de la politique d'abord, le degré d'intérêt pour la chose politique ensuite. Cette politisation, Gaxie en parle dans "Le cens caché". Cette politisation serait donc un cens caché, même dans notre démocratie, la politisation bloque l'accès à l'opinion et à son expression comme le ferait un impôt censitaire.

Le modèle théorique de la démocratie repose sur la participation active de tous les citoyens. Or, la sociologie montre qu'une part limitée de la population seulement a une connaissance spécifique de la politique et une part limitée seulement s'intéresse à la politique.

Nous allons nous intéresser surtout aux notions fondamentales qui permettent de comprendre la nature des rapports que les citoyens entretiennent avec la politique. Nous allons aussi examiner les facteurs qui creusent l'inégalité des citoyens en terme de politisation. On parlera aussi, à la suite de Pierre Bourdieu, de compétence sociale et/ou politique ainsi que du sentiment de cette compétence.

L'avènement du suffrage universel masculin en 1848 vient un postulat qui peut se résumer ainsi : le citoyen est intéressé par la politique et il est compétent pour y prendre part à travers ses choix électoraux. Le suffrage repose donc sur un idéal normatif : celui d'un citoyen actif et éclairé sur les enjeux politiques. Cette activité et cet intérêt est censé se manifester par le vote qui devient une obligation morale et démocratique.

La démocratie est fondée sur le double présupposé de la politisation de l'ensemble des citoyens et de la participation de l'ensemble des citoyens.

Or, dans les régimes démocratiques, tout le monde ne participe pas forcément à la chose publique, comme le prouve l'abstention. La progression très forte de l'abstention dans les démocraties modernes, la non inscription sur les listes électorales, la désertion des urnes en sommes, traduisent des formes d'exclu-

sion sociales et des formes d'exclusions politiques qui prennent racine dans un processus de socialisation politique.

1.1 La socialisation politique

La socialisation politique que tous les individus subissent ou vivent dans leur histoire, participent à la formation, à la structuration des comportements politiques. C'est au cours de ce processus de socialisation que l'on se familiarise avec la politique, que l'on se forme des idées politiques et que l'on se forge des identités politiques.

1.1.1 Les mécanismes de la socialisation politique

La socialisation en général

"La socialisation est le processus autoritaire par lequel l'individu intègre les normes de son groupe."

La socialisation est un processus qui se déroule tout au long de la vie et pendant lequel un individu apprend et intériorise les normes et les valeurs de la société à laquelle elle appartient et par lequel il construit son identité sociale. Annick Percheron parle d'instance de socialisation, mais aussi d'agences de socialisation. Les comportements sont définis socialement (déterminisme social).

La famille, l'école, le travail, l'appartenance à une génération, les médias etc. contribuent à la socialisation. La socialisation est autoritaire car se fait de manière inconsciente.

La socialisation politique correspond à un processus d'apprentissage par les individus des règles qui organisent le champ politique mais aussi de valeurs et de préférences politiques. Les auteurs reconnaissent deux types de socialisation : la socialisation primaire (enfance et adolescence) et socialisation secondaire (adulte).

C'est la socialisation secondaire qui va permettre à l'adulte de s'intégrer à d'autres groupes autre que la famille, et qui pourra peut-être s'inscrire en rupture par rapport à la socialisation primaire. Le plus souvent, la socialisation secondaire s'inscrit dans le prolongement de la socialisation primaire.

De plus, la socialisation est un processus interactif, ce n'est pas une simple transmission de normes et de valeurs mais c'est aussi une acquisition, on est actif au cours du processus de socialisation.

La politiste Française Anne Muxel montre dans ses travaux que la socialisation politique peut suivre deux logiques inverses, concurrentes. Première logique d'identification par laquelle les individus intègrent les normes et les valeurs politiques de leurs parents et des générations passées. C'est aussi la logique de l'héritage. La deuxième logique est d'expérimentation, logique par

laquelle les individus font oeuvre d'une certaine autonomie vis à vis de leurs parents, de leur génération passée et oeuvre également d'innovation. C'est ainsi qu'elle montre comment les variations économiques, politiques et historiques rendent la socialisation de chaque génération unique par rapport à celle des générations précédentes ou suivantes.

C'est ainsi que Anne Muxel invente le concept d'effet de générations.

La pluralité des instances de socialisation politique

C'est Annick Percheron qui a montré la pluralité des instances de socialisations et l'influence de celles-ci sur notre préférence politique. Ces instances sont la famille, l'école, les groupes de pairs ou encore les médias.

Dès l'âge de 8 ans, les enfants sont familiarisés avec un langage élémentaire politique. Par des associations d'idées, ils peuvent exprimer leur sympathie ou non sur des idées, des hommes politiques etc. La famille joue un rôle important dans la socialisation politique primaire.

Cette socialisation politique s'opère dès le plus jeune âge. La proximité affective favorise la transmission et la reproduction des idéologies.

Dans les années 50, des travaux américains sur les élections présidentielles (menés par l'université du Michigan) ont établis le rôle central de la socialisation familiale et ont aussi établis la précocité des préférences partisans des enfants. On parle d'identification partisane que l'on pourrai définir comme la loyauté durable à un parti politique (Républicains ou Démocrates aux USA).

Les travaux de l'université de Michigan, qui utilisent cette maxime : "Dis moi pour qui ton père votait, je te dirai pour qui tu votes". Se fondant sur des sondages d'opinions, ces chercheurs se sont rendus compte que le facteur le plus important du point de vue statistique pour expliquer une orientation lors d'une élection présidentielle n'est autre que le simple fait de se déclarer démocrate ou républicain.

La majorité des électeurs ne connaissent rien à la politique entendu comme la gestion des affaires de l'État : ils semblent donc simplement voter en faisant confiance à une tradition de vote soit républicaine soit démocrate. Cette tradition est très largement liée à une transmission familiale.

Cette vision fait des électeurs de simples supporters et contredit même l'idéal démocratique.

Dans les années 70, Annick Percheron reprend ce modèle, le prolonge et l'affine.

Percheron montre que les jeunes manifestent entre 10 et 14 ans une proximité idéologique avec la droite ou la gauche proche de celles de leurs parents. Ceci est d'autant plus vrai que les préférences politiques des parents sont fortes et visibles.

La continuité entre les choix politiques des parents et des enfants apparaît de manière très nette lorsque l'on se place sur l'axe bipolaire droite/gauche.

Percheron parle de filiation politique alors que l'université de Michigan parlait d'identification partisane.

Les résultats de son enquête publiés en 1989, indiquent que certains facteurs renforcent cette filiation politique. Il y a trois facteurs.

Le premier facteur est qu'un fort taux d'intérêt pour la politique de la part des parents se traduit par 74% de reproduction parfaite des enfants. Il y a 31% de reproduction parfaite quand les parents ne manifestent pas d'intérêt pour la politique.

Le deuxième facteur est l'homogénéité des choix politiques des parents, c'est à dire que le fait d'avoir deux parents de même conviction politique augmente la reproduction parfaite. Les chiffres sont beaucoup plus faible en cas d'hétérogénéité des idées politiques des parents.

Le troisième et dernier facteur est le niveau d'instruction des parents : plus ils ont un niveau élevé, plus le taux de reproduction sera élevé. Toutes les familles n'ont pas les mêmes capacités à organiser la transmission. Dans la famille se transmet une forme de compétence politique par apprentissage des parents envers les enfants et aussi un sentiment de compétence politique.

La période décisive serait entre 10-11 ans et 16 ans. Cependant, elle ne la considère pas comme une donnée stabilisée pour le reste de la vie. On peut observer une différence entre Percheron et les chercheurs de l'université de Michigan, car, pour elle, lors du passage à l'âge adulte, la socialisation politique est loin d'être terminée, elle reste un phénomène en voie de formation.

La socialisation politique familiale s'effectue selon trois modalités : par imprégnation ou familiarisation ; inculcation ; modes indirects de transmission (délégation à d'autres instances le travail de socialisation : choix d'inscrire en école privé ou publique et toute action affectant l'enfant).

Première étape : processus d'accommodation : processus par lequel l'individu modifie ses représentations et ses comportements pour s'adapter à son environnement. Deuxième étape : assimilation, l'individu va se voir assigné une identité politique dans laquelle il va se reconnaître. L'utilisation du terme "je suis" au lieu de "je vote tel chose" ou "je me reconnais dans tel parti" montre cette identification.

Muxel confirmera l'impact de la famille sur la socialisation politique en 2010. On notera d'ailleurs que les mères transmettent davantage leur préférence politique que les père. Le champ politique étant fortement masculinisé, cela fait donc un paradoxe. Aujourd'hui, on s'aperçoit que quand on s'élève dans les classes sociales, on constate une homogénéisation des comportements électoraux et politique entre femme et homme. En revanche, plus on descend, plus on trouve des comportements différenciés. Dans les milieux sociaux populaires, les hommes ont du mal à reconnaître leur incompétence politique : Bourdieu dit : "les hommes sont dominés par leur domination", c'est le masquage d'une réalité sociale.

La famille transmet un cadre idéologique général et des valeurs qui vont structurer les comportements politiques des enfants. La famille fournit donc un outillage idéologique.

L'école

L'école joue aussi ce rôle. C'est un espace de socialisation politique latent. Certains enseignements sont ouvertement dirigés vers l'objectif de la socialisation politique : l'histoire, l'éducation civique, la philosophie etc. L'école essaye donc de former les élèves à la politique, aux institutions, à l'histoire politique du pays etc.

De manière plus latente, l'école contribue à la socialisation politique car c'est un espace de vie en commun et où coexiste des pouvoirs institutionnels ainsi que des pouvoirs informels (dans les groupes d'élèves etc.). C'est aussi un espace d'expérimentation d'exercice ou de domination à un pouvoir. C'est aussi un lieu qui comporte des règles, des devoirs ainsi que des droits. L'école possède des règles du vivre ensemble qu'elle essaye de faire appliqué.

L'école est aussi le lieu de l'apprentissage de la démocratie via l'élection des délégués de classe notamment. Il y a liberté de candidature mais aussi pluralité. De plus, l'enseignant explique que le délégué ne sera pas là pour défendre sa personne mais qu'il sera le représentant et le porte parole du groupe. On apprend donc la démocratie à l'école ainsi que la pratique du vote.

À la différence de la famille, l'école transmet des connaissances politiques formelles. L'impact de l'école en terme de choix politique est très faible.

Les relations entre élèves peuvent avoir une certaine importance dans la socialisation politique. Muxel montre par exemple que le lieu de l'établissement n'est pas tout à fait neutre. On ne parle pas de la politique de la même manière en milieu rural ou en milieu urbain etc.

Muxel montre que l'héritage politique se transmet d'autant plus facilement que l'enfant vit dans un environnement social conforme aux préférences politique des parents. Il peut donc y avoir des contradictions.

L'appartenance à une génération

La vie politique dans les années 70, du fait des événements politiques de Mai 68, est beaucoup plus polarisé sur un clivage gauche/droite que peut ne l'être la vie politique actuellement.

Les effets de générations peuvent donc entraîner des ruptures entre la génération précédente et la suivante.

Les médias

Les médias jouent surtout un rôle lors de la socialisation politique secondaire.

On peut d'abord considérer que les médias fixent l'agenda de l'actualité politique. En pesant sur le calendrier, sur le rythme, sur les enjeux, sur la mise en scène du débat politique. Ils contribuent à sélectionner les enjeux légitimes, qui méritent de faire l'objet d'un débat, ils disent à l'électeur potentiel ce qui est digne d'être posé en problème politique. C'est ce qu'on appelle l'effet

d'agenda. L'effet de socialisation des médias est donc très présent mais relativement indirect.

On dit que c'est indirect car les médias imposent des préoccupations sans que le récepteur ait son mot à dire quant à l'importance que lui accorde à ces sujets. Il y a une imposition de problématique (les sondages jouent aussi ce rôle là).

Les médias influencent aussi la culture politique en construisant le sens des enjeux qu'ils mettent en avant. Par plusieurs moyens : le traitement répété de certains problèmes sociaux, leur traduction visuelle, la répétition de certains points de vue, contribuent à imposer la signification politique à certaines questions et à orienter les critères du jugement politique.

La question de l'influence des médias, notamment sur le choix électoral, a été posé en 1940 par une équipe de chercheurs (université de Columbia) aux États-Unis, réunis autour de Paul Lazarsfeld. Son enquête vise à comprendre comment les électeurs forment leurs choix électoraux. Il se pose donc bien sûr la question du poids des médias dans son ouvrage "The people's choice". Il montre que l'influence directe des médias sur les choix électoraux sur les gens étaient assez limités, et, en fait, les médias viendraient plutôt renforcer les convictions politiques déjà existantes et les modifierait que rarement.

Ses recherches ressortent au contraire que ce sont avant tout l'origine et le milieu social d'appartenance qui détermine le vote et non pas ou très peu les médias voire les campagnes électorales, d'où l'expression : "On pense politiquement comme on est socialement".

En 1940, il remarque que seul 8% des électeurs changent leur intention de vote entre le début de la campagne et la fin de la campagne car les individus ont tendance à ne retenir que ce qui est conforme à leurs opinions.

Cependant, à long terme, à force d'exposition, de répétition, les médias contribuent à forger des représentations politiques, des problèmes etc.

Le milieu professionnel

Le milieu professionnel est évidemment un lieu de socialisation politique car il est un lieu de socialisation avant tout. Mais surtout, c'est aussi un lieu relativement homogène au niveau politique : rare sont les patrons à militer au NPA, les électeurs de gauche sont essentiellement fonctionnaires etc.

En usines, l'espace ouvrier est (c'est moins vrai aujourd'hui) marqué politiquement par les luttes sociales, le syndicalisme etc.

Conclusion

Le processus de socialisation est multidimensionnelle et continu tout au long de la vie. Ce processus dépend des groupes d'appartenance qui définit l'individu.

1.2 La compétence et l'intérêt pour la politique

La démocratie est fondée sur l'idéal d'un citoyen actif éclairé : l'idée selon laquelle le citoyen est informé lorsqu'il va voter des enjeux. Le citoyen renvoie donc à l'idée d'un citoyen compétent. Le vote doit manifester l'intérêt pour la politique mais aussi la préférence, et mise donc sur sa connaissance politique.

On distingue deux principes de participation politique : la participation conventionnelle (le vote) et la participation politique non conventionnelle (pratiques qui tendent à remettre en cause l'ordre établi). Cette distinction postule une forme de normalité sociale du vote par rapport à d'autres formes de participations politiques.

Les échelles de participation vont de l'inscription sur les listes électorales à la lecture régulière de la presse, la participation à des meetings voire l'adhésion à un parti.

Le rapport à la politique est rarement celui de l'électeur intéressé par la politique.

1.2.1 Un rapport distendu à la politique...

Philip Converse dès les années 1960, réalise une étude auprès d'électeurs américains, il observe que l'électorat américain se caractérise par un faible niveau de conceptualisation idéologique. Il démontre que seulement 12% des électeurs interrogés mobilisent des critères d'ordre idéologiques.

Les électeurs américains se caractérisent aussi par une faible reconnaissance des principes idéologiques. Ils se caractérisent aussi par un faible niveau de cohérence des attitudes politiques.

Il y a aussi une absence de stabilité dans le temps des attitudes politiques sur les enjeux.

Tout cela concourt à mettre en évidence l'incompétence politique des citoyens.

Les études menées en France montrent que la part des personnes intéressées par la politique et proche d'un parti politique est limitée. En 2006, on apprend que 48% des Français interrogés déclarent s'intéresser à la politique. L'identification à des camps politiques ne cessent de diminuer depuis les années 1970. Toujours en 2006, 30% des Français refusent de se positionner sur un axe gauche/droite, 60% considèrent même que la distinction gauche/droite est dépassée.

L'indifférence citoyenne est un enjeu majeur pour les démocraties modernes. Cette indifférence se manifeste par une abstention montante.

1.2.2 ...révélateur d'un "cens caché"

Gaxie montre que si les barrières économiques à l'entrée des bureaux de vote ont été levées, celle-ci subsiste sous une autre forme : une forme socio-

culturelle. Un cens en aurait caché un autre. Il existe des exclusions du jeu politique qui sont plus subtil.

Pour Gaxie, la politisation est inégalement distribué dans l'espace social. Il existe des inégalités sociales en matière de politisation.

Dans son ouvrage, Gaxie exclu l'idée d'une compétence universelle pour la politique. Il démontre aussi que la politisation est soumise à des facteurs socio-culturel qui altèrent de manière important le comportement électoral, l'intérêt pour la politique et la capacité qu'ont les citoyens à exprimer, à produire une opinion politique. Cette capacité est inégalement distribuée.

C'est le niveau d'étude atteint par les citoyens qui montre des écarts de cette capacité ainsi qu'avec la position socio-professionnelle.

Gaxie distingue la compétence politique et le sentiment de posséder celle-ci dans le prolongement de Bourdieu.

La première dimension est la dimension subjective, la compétence que l'on s'auto-attribue.

La deuxième dimension est la dimension objective : la détention d'un ensemble de savoir faire, de connaissances.

Les individus issus des milieux populaires vont avoir plus tendance que les autres à ne pas se sentir habilité à intervenir en matière politique. À l'inverse, les membres des CSP+ s'estime plus compétent même si ils ne le sont pas réellement.

La professionnalisation de la politique a entraîné la domination du champ politique. Les professionnels ont imposés des règles spécifiques, un langage particulier. Le citoyen ne peut appréhender le jeu du champ politique que si il possède au préalable une compétence spécifique.

Il faut prendre en compte le fait que la compétence politique n'est pas le seul outil dont dispose les citoyens pour se repérer dans le jeu politique et pour l'évaluer. Ils ont possibilité de mobiliser d'autres jugements fondés sur d'autres critères que le connaissance technique savante et spécialisée des enjeux politiques.

Ces critères peuvent être une considération affective, symbolique. Des chercheurs américains appellent cela des "shorts-cuts", ce qui donnerai en français "Raccourci cognitif" qui mobilisent peu d'informations mais qui permettent malgré tout de produire ou d'émettre des jugements, des opinions.

Ces raccourcis sont des signes auquel on se réfère pour indiquer d'autres informations que l'on juge alors inutile de vérifier.

Dans un article de 1993, "Le vote désinvesti", Gaxie a réalisé une enquête avec ses étudiants lors d'une élection municipale de 1989. Il montre que finalement, les votes peuvent être dénués de toute dimension spécifiquement politique.

Parmi les électeurs les moins politisés, certains n'ont retenu de la candidature de Olivier Besancenot que sa profession de jeune facteur.

Ce type d'évaluation peut être considéré comme une autre forme de compétence et de rationalité politique : les citoyens les moins politisés tentent de se saisir de l'espace politique, de se l'approprier. Le sociologue du politique ne peut donc pas les ignorer. Cependant, force est de constat que la compétence

politique spécifique, technique, savante, reste largement déterminante dans les probabilités de s'intéresser à la politique.

La compétence politique comme toute autre forme de compétence spécialisée se mesure dans la capacité à reproduire le langage spécifique des professionnels à faire fonctionner les catégories et à interpréter les logiques que mettent en oeuvre les principaux acteurs du jeu politique. La compétence politique s'inscrit donc dans une logique cumulative : ceux qui ont la plus grande compétence politique ont le plus de chances d'accumuler toujours plus de compétence.

Trois modes de production de l'opinion politique (selon Bourdieu) :

- Idéal démocratique ;
- Délégation (remise de soi), l'individu se sent illégitime pour produire en son nom propre une opinion, et va donc reprendre à son compte l'opinion du parti pour lequel il vote ;
- L'éthique : l'opinion se fait sur des jugements éthiques ou moraux sans forcément donner une dimension politique à son vote.

1.3 L'abstention

Depuis le milieu des années 80, on observe une progression de l'abstention. Il existe un abstentionnisme systématique et un abstentionnisme intermittent.

Les élections européennes sont les élections les moins mobilisatrices : elles enregistrent des taux d'abstention record (plus de 60% en 2009). L'élection présidentielle est, en revanche, l'élection la plus mobilisatrice.

1.3.1 Les causes sociales de l'abstention

Anthony Downs considère que l'abstention comme un phénomène rationnel car l'électeur sait qu'à lui tout seul, il ne pèsera pas sur le scrutin. Le bénéfice que l'électeur peut retirer de sa participation est donc quasiment nul.

Le coût pour aller voter est élevé en terme de temps, mais aussi en investissement intellectuel. Les coûts étant supérieurs aux bénéfices, il est rationnel que l'électeur n'aille pas voter.

Cependant, ce point de vue ne comprends pas le poids du fait social (apprentissage social du vote). Les gens vont voter car ils ont intériorisé que, dans une société démocratique, le vote était un devoir de citoyen.

Certains auteurs comme Alain Lancelot qui a écrit en 1968 "L'abstentionnisme électoral en France", se sont intéressés à l'abstentionnisme.

Il montre que l'abstention concerne tous les groupes sociaux et toutes les classes d'âges. Tous ne s'abstiennent pas dans les mêmes proportions. Les

femmes au foyer, divorcés, veuves, les plus jeunes, les individus les moins dotés de diplôme aux revenus les plus faibles, les habitants de grands ensembles, sont plus touchés par l'abstention que d'autres catégories sociales. L'abstention est la traduction de la marginalisation sociale. Plus le lien social est fragilisé, et plus on aura tendance à s'abstenir.

Les résultats de Lancelot persistent. Le chômage, la précarité etc. favorisent l'abstention mais aussi la non inscription sur les listes électorales.

1.3.2 Les causes politiques de l'abstention

L'abstention dans la cité des Cosmonaute (Démocratie de l'abstention) s'explique par plusieurs phénomènes : l'éloignement géographique (le lieu de l'inscription n'est plus le lieu de résidence) ; l'éloignement politique (l'alternance droite/gauche au pouvoir n'a pas donné l'impression à ces gens que la politique est quelque chose "d'utile") ; l'éloignement culturel (les personnes peu diplômées se sentent peu compétente pour décider qui voter : "la politique c'est pas pour nous").

La faible politisation d'une majorité de la population de ce quartier tient à la diminution ou à la dégradation du lien social (chômage de masse, travail précaire, dissolution des familles) et tient aussi à la dégradation politique (crise du militantisme, disparition des associations politiques citoyennes). Il y aussi une érosion du lien civique.

Tous ces facteurs contribuent à garder ces citoyens à distance de l'acte politique.

Ils vont créer un modèle explicatif de l'abstention qui tend à considérer qu'une partie des abstentionnistes souhaitent montrer un sens politique à leur abstention. Il y a donc une abstention hors du jeu politique et une abstention dans le jeu politique.

1.3.3 Les contextes/conjonctures qui influent sur l'abstention

Type de scrutin, fréquence des élections, mode de scrutin, peuvent influencer sur le niveau de participation.

Les soutiens à de petits partis iront plus facilement voter à des élections proportionnelles qu'à des élections majoritaires. Aux municipales, quand on peut panacher les listes, on peut voter pour des individus, ce qui manifestent un intérêt pour l'élection.

La fréquence constitue un facteur aussi. En 1995, il y avait présidentielle, municipale et législative en même temps, ce qui lasse les citoyens, surtout les moins politisés.

Certains scrutins mobilisent plus ou moins que d'autres : l'élection présidentielle mobilise, mais l'élection européenne beaucoup moins.

Les élections municipales sont particulières, surtout dans les zones rurales

où il existe une campagne informelle, non politisé, et où il existe même un certains marché aux ragots. Cependant, les communes rurales sont frappées par la péri-urbanisation : les populations rurales évoluent, vont vers la ville, et de nouveaux habitants arrivent, ce qui dépersonnalisent les élus en milieu rural : le marché aux ragots et la pression communautaire est plus forte avec les anciennes populations.

Chapitre 2

Les modèles explicatifs du vote

La sociologie du vote n'intéresse pas seulement les sociologues, mais aussi les professionnels de la politique (qu'ils soient acteur ou commentateur), un adhérent du MoDem ne va pas aller se présenter dans une circonscription forte du PCF par exemple.

La sociologie politique s'est intéressée de manière très précoce à l'analyse des votes : qui vote pour qui ? Et pourquoi ?

Dès 1913, un sociologue, André Siegfried, publie un ouvrage considéré comme un ouvrage pilier de l'analyse des comportements électoraux "Tableau politique de la France de l'Ouest sous la IIIe République".

L'explication du vote est souvent présentée à partir de plusieurs modèles dominants : les modèles sociologiques du vote (le rôle du social), le modèle psychosociologique (de l'Université de Michigan, autour de l'identification partisane), les approches économiques du vote (figure de l'électeur rationnel). Ces modèles rendraient compte des comportements électoraux.

On ne doit pas faire l'impasse sur la géographie électorale qui structure les premières analyses du vote ni sur les variables lourdes du comportement électoral (variables sociales dont les effets seraient les plus prédictifs des comportements électoraux).

2.1 L'analyse écologique du vote

"D'après une opinion courante, les élections ne sont qu'un domaine d'incohérence et de fantaisies. En les observant à la fois de près et de haut, je suis arrivé à la conclusion contraire. Si selon le mot de Goethe, l'enfer même a ses lois, pourquoi la politique n'aurait-elle pas les siennes ?"

Siegfried cherche à établir des corrélations statistiques entre les choix électoraux et les caractéristiques économiques, démographiques, et culturelle du secteur étudié. Il recourt donc à la géographie électorale, ce qui va lui permettre de dévoiler les régularités des choix électoraux dans les territoires. Les modèles d'analyse écologiques du vote cherchent effectivement à analyser les liens, les relations entre la distribution des votes et les caractéristiques d'un

territoire.

L'écologie, ici, décrit le milieu où vivent les êtres vivants (il s'agit d'étudier le milieu naturel où vivent les électeurs).

Il cherche à comprendre pourquoi dans certaines zones rurales de l'ouest de la France, les électeurs votent majoritairement à droite, et pourquoi, à l'inverse, dans d'autres territoires, les électeurs votent à gauche.

Il a observé que les comportements politiques, était, à son époque, largement conditionné par le contrôle ou l'absence de contrôle, exercé par le clergé et les grands notables. Or, ce contrôle, est lui même dépendant, pour une large part, d'une forme d'habitat qui est elle même dépendante de la nature géologique des sols.

Il établit une corrélation statistique entre la nature géologique des sols et les comportements électoraux. La nature géologique est le granit d'un côté et le calcaire de l'autre. L'électorat du granit vote à droite et celui du calcaire à gauche. Il y a une liaison entre le sol et l'agriculture.

Il y a de nombreux puits sur les zones de granit. La structure agraire y est dominée par la grande propriété.

Le calcaire, lui, est perméable, si bien que dans les plaines calcaires, l'habitat est rare et regroupé. Ces zones sont marquées par une petite et moyenne exploitation.

Ce sont ces formes d'habitat et de la propriété qui déterminent la forme de vie, la mentalité et donc influencent le comportement électoral.

Dans les zones granitiques, le morcellement de l'habitat favorise le contrôle social du clergé et des grands propriétaires sur les métayers. Dans ces zones, l'Église est un lieu de sociabilité essentiel. Ce processus explique l'importance des votes conservateurs.

Dans les zones calcaires, les petits propriétaires sont regroupés en village et sont donc plus attentionnés que les autres en faveur de l'égalité, et explique donc les votes progressistes de gauche.

Un auteur, Paul Bois, lui reprochait d'avoir écarté la dimension historique dans l'explication des votes. Il publiera "Paysans de l'ouest" dans lequel l'auteur démontre que les votes, dans le monde rural, peuvent se comprendre en ayant recours à l'histoire du territoire. Il étudie les comportements électoraux au sein du département de la Sarthe.

Paul Bois montre que les événements qui se sont déroulés lors de la Révolution Française permettent toujours d'expliquer les comportements électoraux entre les cantons de l'ouest qui votent massivement à droite et ceux du sud-est qui votent majoritairement à gauche.

Contrairement à Siegfried, Paul Bois ne pense pas que ce contraste politique entre les cantons proviennent des différences dans le régime de la propriété foncière et de la façon dont la terre est exploitée. En effet, Bois mobilise une autre explication : c'est la vente des biens ecclésiastiques en 1791 qui est la clé de compréhension de cette divergence électorale. Les paysans des cantons de l'ouest ont pu acheter à cette époque là des terres plus fertiles et constitué ainsi une société très homogène et hostile à la Révolution.

Au contraire, dans les cantons du sud-est, les terres sont moins riches, ce qui favorise une diversité socio-professionnelle plus propice à l'acceptation de la Révolution et aux idées progressistes.

Paul Blois réintroduit l'histoire en expliquant la production des votes et des attitudes politiques par l'existence d'un traumatisme historique.

2.2 Le modèle sociologique du vote (École de Columbia)

Lazarsfeld, Berelson, Hazel, Gaudet, ont, dans "The people's Choice : how the voters makes up his mind in a presidential campaign", analysé les choix politiques pendant une campagne électorale. "Une personne pense politiquement comme elle est socialement. Les caractéristiques sociales définissent les caractéristiques politiques".

Ils vont mesurer les effets de la communication politique sur le comportement électoral des électeurs. Les médias, les affiches, etc. changent-elles les opinions pendant une campagne ?

Ils vont conclure que finalement, les médias ont des effets limités sur les électeurs. La grande majorité des électeurs, des sondés, confirment en fin de campagne électorale leur choix initial (8% seulement ont changés d'opinions).

Les messages reçus de la part des médias sont doublement filtrés. D'une part, ils sont filtrés par les leaders d'opinion (ceux qui relayent l'information, dans le voisinage, les amis etc.), et aussi filtrés par un phénomène de sélection des messages des médias (on sélectionne les médias correspondant à notre opinion).

On peut donc prévoir tendanciellement les résultats électoraux par la situation économique, religieuse, l'appartenance aux zones rurales ou urbaines, la position sociale etc.

Aux États-Unis, être défavorisé et urbanisé conduit à un vote démocrate. L'inverse conduit à un vote Républicain.

L'école de Columbia insiste que le choix électoral ne relèverait pas d'une décision individuel.

2.3 Le paradigme psycho-sociologique du vote (Michigan)

"Comme l'acheteur d'une automobile qui n'y connaît rien aux voitures sinon qu'il préfère une marque donnée, l'électeur qui sait seulement qu'il est démocrate ou républicain réagit directement à son allégeance "partisane".", Campbell, Converse, Miller, Strokes, "The american voters", 1960.

L'identification partisane est au coeur de la démonstration. Ces quatre auteurs ont mené des enquêtes pré et post électorales, qui avaient pour but de

comprendre les choix politiques des électeurs.

La clé du comportement électoral est la dimension psychologique d'un attachement à un parti politique (ce qu'ils appelle identification partisane). Le vote s'expliquerait par une sorte de croyance absolue dans un Parti Politique. Croyance absolue qui est généralement héritée dès l'enfance et particulièrement stable dans le temps.

Les électeurs seraient difficilement capables de justifier leurs choix de partis.

2.4 La théorie de l'électeur rationnel ?

La théorie de l'électeur rationnel a émergée dans les années 1950. L'électeur opérerait un calcul coût/avantage. On n'est plus ici dans une approche collectiviste ou déterminisme du vote.

Des chercheurs américains ont rapidement tentés de montrer que les modèles déterministes ou pré-déterministe du vote ne seraient plus adaptés pour comprendre les comportements électoraux. Les modèles déterministes sont critiqués car la société américaine est traversée par de profondes transformations (multiplication des offres politiques, transformation interne aux partis).

Selon des auteurs américains, la vie politique américaine se marque aussi par une érosion du sentiment d'appartenance à une classe sociale. Il y a aussi un recul de la religion.

De multiples théories vont mettre l'accent sur une plus grande liberté de l'électeur par rapport à ses appartenances sociales mais également par rapport à son identification partisane. C'est notamment le cas de Verba, Nie, Petrocik, dans un ouvrage qui s'appelle "The changing american voter".

Un courant de la sociologie considère que l'électeur doit être appréhendé comme un stratège qui se comporte de manière rationnelle lorsqu'il vote. Le vote serait donc une transaction sur un marché, ici le marché électoral.

On a d'un côté les candidats en situation de concurrence et qui produisent une offre électoral. Ces biens pourront être consommés par un certain nombre de citoyens qui, en échange, apporteront leurs voix. Il y a des électeurs qui font leurs choix en fonction des bénéfices et avantages économiques qu'ils peuvent retirer de l'élection.

Ils calculent les coûts fiscaux liés aux programmes, c'est le résultat de ce calcul (la différence entre le coût et les bénéfices attendus) qui seraient selon cette théorie, déterminant dans le choix des électeurs.

Cette théorie perçoit l'électeur comme un consommateur qui va faire son marché politique.

Cette théorie est en vogue car s'inscrit bien dans l'ère du temps au point qu'elle paraît presque évidente car dans nos sociétés, le calcul économique est considéré comme la forme suprême de rationalité.

La mise en forme économique qui engendre un point de vue mathématique engendre une certaine fascination de ce modèle.

Ce modèle permet d'expliquer la volatilité électorale. La volatilité électorale, ce sont les déplacements de voix que l'on observe d'une élection à une autre. Les électeurs sont donc moins disciplinés, moins dans l'identification partisane et votent plutôt en fonction des programmes, des enjeux, des bilans de fin de Gouvernement.

Cette théorie est critiquable à plusieurs titres :

Cette théorie prétend mieux rendre compte de la volatilité électorale or, ce qui caractérise le vote, en France, c'est sa forte stabilité. 70% des électeurs français votent dans le même parti d'un scrutin à un autre. Cette stabilité des électeurs est encore plus importante si on regarde encore plus par camp/bord politique (gauche/droite) plutôt que par parti.

On a souvent tendance à considérer que ce sont les électeurs qui sont volatiles or, on ne s'interroge pas assez de la volatilité de l'offre électorale.

Les électeurs qui changent de préférence partisans sont généralement les électeurs qui sont issus des milieux les moins diplômés, les moins politisés, etc. Expliquer la volatilité par l'électeur rationnel est donc un non sens car les plus volatiles sont ceux qui ont le moins de compétence politique, comment voter sur enjeux si on manque de compétences ?

Cette théorie part donc du postulat qu'il est facile pour l'électeur de connaître ses intérêts. D'ailleurs, si l'électeur était vraiment rationnel, il ne voterait pas car ne dispose pas de toutes les informations nécessaires pour faire son choix ; de plus, le poids de son vote peut paraître dérisoire et a en plus, un coût d'accès à l'information et un coût physique.

Les variables lourdes restent malgré tout prédominantes. C'est le cas par exemple de la religion et de sa pratique.

2.5 Les variables sociales du vote

Le patrimoine, le statut (public/privé), la religion, la CSP etc. constituent des variables sociales du vote.

Les ouvriers, les classes populaires votent massivement à gauche par exemple alors que les religieux catholiques et pratiquants ont voté massivement Sarkozy en 2007 et 2012.

Le vote de classe est un terme selon lequel on induit que le choix électoral se ferait selon une appartenance ou non à une classe. Ça a été, dans les années 60-70 un concept fort car il existait un clivage idéologique très marqué entre gauche et droite. Ce vote de classe se serait estompé. Aujourd'hui, on se pose la question de la droitisation des classes populaires. Quand on parle de droitisation, on parle même d'extrême droitisation. Cette droitisation émerge car dès 2007, une fraction des ouvriers qui sont allés voter ont voté pour NS.

Julien Micheli a travaillé sur le communisme : comment il est entré dans les catégories populaires et comment en est sorti dans le livre "Le communisme désarmé".

Les ouvriers n'ont pas toujours voté à gauche même si ils l'ont fait massi-

vement dans les années 60-70. Dans ces mêmes années, 30% des ouvriers votaient Gaulliste.

Vaste question : qu'est-ce qu'une classe sociale. Mendras défendait la thèse d'une diminution des écarts entre les différentes catégories sociales qui ferait qu'on ne peut plus parler de classes sociales.

Dès 2002, on sent que les classes sont de moins en moins utilisées dans les discours politiques. Jospin parle rarement des ouvriers par exemple.

Le PS¹, en raison des transformations qui ont affectés sa base électorale et sa base militante, a refusé à mettre dans le discours politique la lutte des classes. Le PS s'est coupé de sa base militante populaire. Il n'est plus ancré dans la société civile. Le type de militantisme favorisé au PS est le militantisme d'expertise : savoir débattre notamment.

Classe veut dire des individus regroupés, qui ont la même position sociale et qui sont convaincus de partager les mêmes intérêts. Marx distingue une classe pour soi et une classe en soi.

Selon Marx, une classe représente un certain rapport aux moyens de production. La classe en soi est de l'état de fait, sans que ses membres en ai conscience. La classe pour soi est celle dont les membres ont conscience de former une classe et qui sont amenés à lutter contre les autres classes (contre la bourgeoisie typiquement).

Certains parlent de mondes ouvriers pour mettre l'accent sur la pluralité des individus composant ce groupe. Pluralité qui n'a jamais été aussi vraie qu'aujourd'hui. Il existe un désalignement politique du vote ouvrier.

Il est devenu un prêt à penser que le vote FN est un vote de pauvre, populaire. Pourtant, ce vote était moins stigmatisé lorsque c'était des professions plus haute dans la hiérarchie sociale qui votait FN dans les années 80-90.

Perillaut a théorisé la question du gauchisme-lepenisme car dans les années 90, il se demande si les électeurs du PCF votent pour le FN afin de montrer le désalignement électoral des ouvriers. Or, tout ça repose sur des données statistiques très fragiles car là où le PCF était très fort, ce n'est pas là que le FN fait ses meilleurs scores. Mayer avait parlé d'ouvriero-lepenisme, et revoit ses thèses car les données les plus récentes montrent que ce sont les ouvriers qui votaient le plus à droite qui voteraient en plus grand nombre pour le FN.

Gougou démontre que ce sont davantage les ouvriers qui votaient à droite qui se sont reporté au FN. Il montre aussi que ce ne sont pas les ouvriers les plus précaires qui votent FN, ce sont surtout ceux qui ont un emploi stable en CDI ; pourtant, on nous présente le vote FN comme le vote des "oubliés".

La perception subjective de sa place dans la hiérarchie sociale a tendance encore aujourd'hui à déterminer les votes : ceux qui se reconnaissent dans la classe ouvrière votent plus à gauche.

Deux variables importantes sont le sexe et l'âge mais il faut être prudent dans les deux cas. Si les femmes ont été pendant longtemps conservatrices, c'est parce que leurs caractéristiques économiques et sociales les conduisait

1. "La société des socialistes"

à ce vote. Maintenant qu'elles sont beaucoup moins repliés sur la sphère domestique, l'écart entre femmes et hommes n'est pas significatif.

Pour ce qui est de l'âge on observe que les jeunes votent à gauche (62% des 24-34 ans ont votés pour Hollande en 2012), et les plus vieux votent à droite. Il s'agit moins d'un effet âge que d'une situation économique et sociale. En effet, en vieillissant, on accumule un patrimoine et on voit ses revenus s'élever. On peut voir ce domaine mieux défendu par la droite, et, de plus, avec l'âge, on peut être plus sensible à la question de la sécurité.

Le vote reste donc structuré par des variables sociologiques. Il l'est sans doute beaucoup moins par les déterminismes sociaux ou territoriaux mais l'électeur n'est pas non plus un citoyen parfaitement éclairé qui mettrait toujours en oeuvre une stratégie lorsqu'il vote.

Chapitre 3

Les partis politiques

L'idée de partis politiques est née avec le système du régime représentatif au XVIII^e siècle en Angleterre. Longtemps le pouvoir politique a été monopolisé par des notables qui disposait de ressources économiques et culturelles pour se faire élire.

Dans le cadre du suffrage universel, les partis politiques recherchent le pouvoir en maîtrisant la compétition électorale. Conçu d'abord comme des organisations permettant de s'opposer aux ressources personnelles des notables, c'est à gauche de l'échiquier politique que les partis apparaissent sous leur forme moderne. En France, le premier parti créé est le parti radical en Juin 1901. En 1905, c'est la SFIO qui est créée et réunit les socialismes français. La Constitution de la V^eme République consacre définitivement et formellement le rôle des partis politiques dans son article 4. Aujourd'hui, les partis politiques sont devenus les acteurs incontournables de la compétition politique.

Comment analyser sociologiquement les partis politiques ? Quelles sont leurs fonctions ? Comment les définir ? Peut-on opérer des typologies de parti politique ? Et dans ce cas, de quelle manière ? Existe-t-il une crise des partis politiques ?

3.1 Définitions et fonctions des partis politiques

3.1.1 Définitions des partis politiques

Il n'existe pas une seule approche des partis politiques.

L'approche sociologique : Weber insiste sur le type particulier de relations sociales qui se noue dans les partis politiques.

L'approche idéologique : le parti est vue comme une communauté d'individus qui partagent les mêmes croyances et les mêmes valeurs.

L'approche fonctionnelle : on va s'intéresser aux fonctions remplies par les partis politiques.

Si on devait poser une définition de ce qu'est un PP, on citerai celle proposé par La Palombera et Weiner : "Une organisation durable, c'est à dire dont l'espérance de vie politique est supérieure à celle des dirigeants en place ; une organisation locale bien établi et apparemment durable, entretenant des rapports régulier et variés avec l'échelon national ; la volonté délibérée des dirigeants nationaux et locaux de l'organisation de prendre et exercer le pouvoir, seul ou avec d'autres, et non pas simplement d'influencer le pouvoir ; le soucis, enfin de rechercher un soutien populaire à travers les élections ou de toute autre manière".

On distingue donc quatre conditions :

- Une organisation durable ;
- Une organisation complète ;
- Une volonté d'exercer le pouvoir ;
- Chercher le soutien populaire.

Une organisation durable est un critère qui permet de distinguer les factions ou les clubs qui se forment autour d'un chef et qui disparaisse ou perde énormément de leur influence à la mort de son leader.

Une organisation complète signifie qu'il doit exister au niveau local jusqu'au niveau national.

La volonté d'exercer le pouvoir a une finalité : exclure ou écarter les groupes de pression.

Enfin, un parti recherche le soutien populaire car il n'est pas envisageable d'accéder au pouvoir sans le soutien d'une partie du peuple. Pour accéder au pouvoir, un PP doit mobiliser des militants mais aussi des électeurs.

3.1.2 Fonctions des partis politiques

Robert Merton a établi qui distingue deux types de fonctions : les fonctions manifestes, et à l'inverse, les fonctions latentes.

Les fonctions manifestes sont celles qui sont explicites, assumés, revendiqués même. Il y a trois types de fonctions manifestes des partis politiques : une fonction programmatique, établir un programme concurremment aux autres ; une fonction de sélection, les partis maîtrisent la sélection, le recrutement, du personnel politique, et plus spécialement, des professionnels de la politique via notamment les investitures ; une fonction d'encadrement, les partis encadrent l'action des élus auquel ils ont accordés cette investiture.

Les fonctions latentes sont implicites, elles ne sont pas revendiqués par le parti et les membres de celui-ci n'en sont pas forcément conscient. Certains partis politiques peuvent exercer une fonction d'intégration sociale ou même d'élévation sociale. Nathalie Éthuin, dans Politix, montre comment les membres des catégories populaires pouvaient acquérir des savoirs au sein du PCF. Chaque parti a ses organisations de jeunesse car essayent de créer une "communauté de croyance".

Une autre fonction latente est la fonction tribunitienne montré par George Lavau. Cela renvoie au tribun de la plèbe qui, sous l'antiquité romaine, avait

pour fonction de porter la parole et le mécontentement du peuple, notamment de ceux qui se sentaient exclus socialement et de la vie publique. À la fin des années 60, c'est les Partis Communistes qui jouent cette fonction car les Partis Communistes, tout en proclamant dans l'idéal leur volonté de renverser le système politique bourgeois aurait contribué à sa stabilité en intégrant et en canalisant le mécontentement des classes populaires.

Les partis de gauche, après la seconde guerre mondiale, réussissent à exercer ces deux fonctions. Le PCF s'implante localement et cherche à faire participer politiquement les catégories populaires et plus particulièrement les ouvriers. Anny Fourcault a travaillé sur les banlieues rouges où elles démontrent que le PCF est très représenté dans les cités car leur rend des services et leur transmet une fierté d'être ouvrier en étant communiste.

3.2 La typologie des partis politiques

Une typologie de parti politique, c'est un modèle qui rassemble en fonction de propriétés les partis politiques. Plusieurs travaux ont essayé d'étudier les typologies. Duverget dans un ouvrage publié en 1951, qui s'appelle "Les partis politiques", va établir une typologie à partir de deux critères : la manière dont se sont constitué les partis ; leur mode d'organisation. À partir de ces deux caractéristiques, on va pouvoir distinguer les partis de masse aux partis de cadres.

Un parti de masse ont une origine extérieur, c'est à dire que leur naissance est lié au développement de diverses associations tel que les syndicats ou des groupes de pensées. Le parti de masse est donc le prolongement d'un militantisme qui existait déjà. Ces partis sont en recherche permanentes d'adhérents et de militants issus des classes populaires et qui financent, par leurs cotisations, le parti. Les partis de masse assure la formation et la promotion de ces militants et adhérents.

Du point de vue organisationnel, Duverget nous dit que la base est constitué par des sections locales à l'échelle d'un canton, d'une ville, coordonné de manière départementale dans des fédérations, qui dépendent elle même du siège du parti à Paris.

L'idéal type du parti de masse, ce sont les partis de gauche en France mais aussi le parti travailliste anglais.

Un parti de cadres ont une origine électorale et parlementaire. Leur naissance est lié à l'expansion des prérogatives du Parlement et du droit de suffrage. Avec l'émergence des assemblées, des groupes parlementaires se créent, se constituent. L'émergence du droit de suffrage contraint ces groupes parlementaires à s'organiser localement en créant des comités électoraux. Pour assurer leur cohésion, une administration centrale se constitue et devient l'état-major du parti qui instaure une spécialisation du travail au sein de l'organisation.

Ces partis de cadres sont tournés principalement vers l'élection et vont cher-

cher non pas à recruter des catégories populaires mais vont chercher à recruter parmi les notables les élites sociales qui vont permettre de financer et d'influencer la vie politique. Ils se structurent localement sur des réseaux de notables et ignorent les structures hiérarchisés.

L'archétype de ce type de partis sont les partis conservateurs en Angleterre ou à droite/centre droit en France. Dans les années 70, l'UDF de VGE, incarnait les caractéristiques du parti de cadre.

On notera que par exemple, l'UMP a la volonté d'incarner un mouvement populaire, donc on doit relativiser la généalogie de parti de gauche=parti de masse et parti de droite=parti de cadres.

Lefebvre et Saviki dans "La société des socialistes", s'interrogent sur le statut du PS comme étant un parti de masse car les catégories populaires y sont faiblement représentés. Brey a réalisé une étude sur des militants socialistes et démontrent que le contingent le plus important en terme de CSP au sein du PS ne sont pas les ouvriers et employés qui déclinent ; les classes moyennes sont les plus importants.

Le passage d'une société industrielle à une société post-industrielle annonce le déclin des partis de masses. De manière assez générale, les transformations culturelles mais aussi les progrès économiques et sociaux ont provoqués un amoindrissement très net des clivages idéologiques.

Otto Kirchheimer va défendre la thèse que sous l'effet de ces transformations, les partis politiques s'adaptent et deviennent plus pragmatiques. Ils recherchent avant tout l'efficacité électorale, soit à devenir des partis attrape tout.

"The transformation of the occidental party system", est un ouvrage qui conceptualise les partis attrape tout. Les partis tendent à ratisser large, cherchent à capter des secteurs électoraux larges dont à dépasser sa base électorale traditionnel. Le clivage devient donc de moins en moins net, on parle alors d'un brouillage du clivage gauche/droite.

Mair a tenté, avec un autre politiste, de renouveler la typologie politique en parlant de parti cartel. Cette idée renvoie à l'entente ou à la collusion qui existerait entre les partis de Gouvernement pour se répartir les financements publics et les différentes fonctions politiques.

Les approches de Duverget s'intéressait aux conditions de la genèse et du développement des partis politiques dans les démocraties occidentales et s'intéressent aussi à leur fonctionnement interne. On peut faire des comparaisons internationales entre les partis mais ces approches ne sont pas les seules pour aborder les partis politiques : l'approche sociétal en est une autre. Parmi les auteurs qui privilégient cette approche, il y a Micheli, Lefebvre etc. Les pionniers qui ont privilégié cette approche sociétal, il y a Seymour Lipset et Stein Rokkan qui vont recourir à l'histoire pour analyser les origines des clivages partisans au milieu des années 60. Pour parler de clivage, il faut qu'il y ait un enjeu social extrêmement fort qui divise une société. Ces deux auteurs vont distinguer quatre clivages sociaux qui se sont formés depuis le XVIe siècle et donc les partis politiques reflètent des oppositions sociales qui

ont structurés les sociétés occidentales.

Ces quatre clivages sont nés lors de deux périodes distinctes : d'une part, la révolution française, avec deux clivages fondamentaux, un entre l'État et l'Église, et un autre entre le centre et la périphérie. Sous la révolution industrielle, les clivages sont urbain/rural et possédant/travailleur.

L'approche sociétal s'intéresse donc à l'articulation des clivages entre eux ; elle s'intéresse en quelque sorte à l'ancrage anthropologique des partis politiques. Les partis politiques n'existent que parcequ'ils prennent appuie et entretiennent des oppositions sociales et sont capable de mobilisé des groupes sociaux bien spécifiques.

Selon les fédérations du PS observés, le PS ne mobilisait pas les mêmes groupes. Dans le Pas-De-Calais, le PS va s'appuyer sur des réseaux d'élus municipaux. Dans le Var, les relations sont privilégiés avec les vignerons et les agriculteurs mais aussi des notables locaux. Dans l'Île et vilaine, c'est dans des zones urbaines que le PS a le plus de militants.

3.3 Crise ou transformation des partis politiques

Les discours sur le déclin voire la crise des partis politiques connaissent un certain succès. On parle d'un déclin du militantisme traditionnel dont l'engagement partisan serait le symbole. La forme du parti politique serait devenu obsolète. L'heure serait aujourd'hui à la démocratie participative qui viendrait se substituer à la démocratie des parties.

Ce qu'on présente comme la crise de la représentation politique affecterait les partis politiques car ils sont fortement associés au mécanisme de la représentation politique.

Même si les partis politiques ont connu et connaissent encore des transformations, pour autant, la politique reste pourtant une affaire de parti car ils restent les acteurs collectifs centraux du jeu politique car l'investiture reste déterminante pour tout prétendant au pouvoir politique.

Pour autant, les partis politiques sont l'objet de profondes transformations. La première est l'affaiblissement de l'ancrage social, la rétractation des milieux partisans qu'un parti politique est capable de mobiliser.

3.3.1 Le PCF

À partir des années 1980, on a un déclin organisationnel du PCF et une désagrégation des différents dispositifs qui permettaient son ancrage sur la population ouvrière. Le nombre d'adhérent à réduit, les organisations satellites ont tendance à s'autonomiser etc. Par milieu partisan, on entend "L'ensemble des individus et des groupes - ainsi que les réseaux qui les lie - dont les activités contribuent, sans que cet objectif soit nécessairement visé, à faire exister un parti donné".

Ce qu'il faut noter c'est les milieux partisans qui forment l'assise des partis politiques se sont affaiblis. Ils ne vivent pas non plus en apesanteur social, ils restent encastrés dans des territoires aux fortes spécificités. Certes, ils maintiennent encore des relations privilégiés avec certains groupes sociaux, le PS par exemple, recrute ses militants plutôt dans la fonction publique alors que chez l'UMP, 62% des adhérents sont membres du secteur privé.

Les membres de l'UDF sont fortement ancrés dans les milieux catholiques. Malgré tout, l'ancrage des partis s'est affaiblis pour des causes exogènes comme la transformation de la société, ou des causes endogènes, comme le PCF qui représente de moins en moins le monde ouvrier.

Les clivages traditionnels notamment en terme de classes sociales ont perdu de leur force dans la société. On ne parle plus des ouvriers au PCF, on parle des gens. Il y a une réduction de l'idée de conflit social dans les discours.

À partir des années 70, la classe ouvrière tente à se fragmenter et on assiste à un déclin du sentiment d'appartenance à une classe sociale. Guy Michelat et Michel Simon montre cela.

On peut citer aussi le démantèlement des corporations ouvrières où les communistes étaient présent comme les chantier de Saint-Nazaire. La sociabilité ouvrière a tendance à se désagréger avec la consommation de masse et avec une certaine individualisation de la société.

Le PCF n'a pas été en mesure d'inventer un nouveau modèle d'affiliation politique suite à la transformation des mondes ouvriers.

Le PCF se distinguait par cinq caractéristiques :

- l'ambition de représenter les classes populaires et une vision de lutte de classes ;
- l'école du PCF qui avait pour but de produire une élite politique ouvrière ;
- la primauté accordée aux cellules d'entreprises (qui sont devenus des comités de circonscriptions, calqués sur les circonscriptions électorales) ;
- Méfiance envers les élus et les professionnels de la politique ;
- Le centralisme démocratique (toutes les décisions venaient du centre, et s'appliquaient à tous).

3.3.2 Le PS

Si le PS n'a jamais été un parti de masse, il a cependant pu s'en rapprocher notamment dans les années 1970. À ce moment, le PS a pu mobiliser des réseaux de militants associatifs mais aussi des militants syndicaux, ce qui lui a permis de créer des liens privilégiés avec des groupes sociaux qui en étaient jusqu'alors éloignés (comme les ouvriers).

Le renouvellement du militantisme avec notamment de nouvelles causes (écologie, féminisme) ont permis au PS d'élargir sa sphère d'influence au sein de la société.

Cependant, aujourd'hui, ces espaces qui avaient permis de re-vitalisé l'organisation socialiste semble asséché. Le lien très fort qui liait le PS et le monde enseignant s'est fortement affaibli (11% d'enseignants au PS en 2011 contre 30% dans les années 70). Les réseaux ouvriers se décomposent dans les fédérations populaires. On assiste également à un vieillissement de la base (près de 40% des adhérents socialistes ont plus de 60 ans).

L'affaiblissement de l'ancrage du PS est à relié à un phénomène de poly-engagement qui tend à décliner. Être adhérent socialiste implique moins qu'auparavant d'être syndiqué (38% des adhérents du PS sont syndiqués en 2011 alors que 71% l'était en 1985).

Les milieux partisans socialistes tendent à se défaire.

3.3.3 En règle général

Ce déclin de l'activisme militant doit être relativisé. Historiquement, les partis politiques français n'ont jamais été de réels partis de militants (sauf pour le PCF).

Les partis politiques ne cherchent pas systématiquement à élargir leur base militante ou leur nombre d'adhérents. Les cotisations ne sont plus la source de revenus essentiels du parti politique en raison du financement désormais public qui leur est attribué. Les cotisations d'un parti politique excèdent rarement 15% du financement.

Le déclin n'est pas continu, n'est pas linéaire. On assiste à une sorte de turn over des militants que l'on peut constater au PS comme à l'UMP. C'est donc l'engagement dans la durée qui se fait beaucoup plus rare. Il faut moins parler d'une crise du militantisme que d'une dévaluation de l'activité militante. En effet, il se développe l'idée, ou plutôt une croyance chez les leaders que ce sont les médias qui font l'élection plus que la mobilisation militante. Les partis acceptent du coup, voir encourage un militantisme de plus faible intensité. Le militantisme favorise aujourd'hui fortement le débat et la prise de parole sur le net, il y a donc un assouplissement de l'engagement partisan et rend plus flou les frontières entre sympathisants et militants. Le militantisme expert a supplanté le militantisme traditionnel.

L'identification partisane tend à s'effriter. Les partis politiques se structurent de plus en plus autour de leurs fonctions électorales. La professionnalisation des partis politiques qui est l'une des grandes transformations constatées depuis plusieurs décennies, est de plus en plus orientés vers la maximisation de leurs résultats électoraux.

Les partis sont, depuis leur création, dans une concurrence pour obtenir des mandats électifs, ce n'est donc pas un fait nouveau. La nouveauté sont les moyens déployés pour y parvenir.

Les partis politiques constituent des entreprises financés sur fond publics. Leur rationalité électorale tend à prendre le dessus sur d'autres logiques (comme l'intégration sociale des militants ou la construction idéologique).

Dalton et Wattemberg parle quant à eux de partis sans partisans. Des partis qui se guideraient sans leurs militants suite à la stratégie de professionnalisation des partis.

Il y a deux dynamiques de professionnalisations des partis politiques.

La managérialisation du travail partisan et le poids écrasant pris par les professionnels de la politique et les élus locaux dans les partis.

La managérialisation du travail partisan

La dimension économique de l'activité politique tend à prendre une importance centrale avec le financement public des partis politiques.

Les élections sont devenues un enjeu autant économique que politique notamment les élections législatives qui déterminent le financement des partis politiques.

En 2008, l'UMP a touché 34,5 millions d'euros de l'État contre 22,7 pour le PS. À partir de 2012, où on a une inversion de majorité, l'UMP touche 22,13 millions et le PS touche 30 millions. Comme on peut le constater, les dotations publiques sont devenues indispensables au fonctionnement et à la survie des formations politiques.

Les dotations publiques pour le PS est 40% des recettes du parti entre 1993 et 1997, en 2003, cela représente 85% des recettes du PS. Cet argent sert à rémunérer les permanents du parti mais également à financer les dépenses liées à la communication. Financer aussi des sondages dont les partis sont de plus en plus friands puisque les sondages tend à se substituer aux militants dans l'idée de mobiliser l'opinion.

La managérialisation se manifeste aussi par le recours à des audits externes pour essayer d'optimiser leur fonctionnement organisationnel. Aldrin a mis en évidence concernant le PS l'importance du management d'entreprise à travers plusieurs projets de modernisation de l'administration centrale du parti (externaliser une partie du travail militant) ; il montre la délégitimation et la dévalorisation du militant permanent.

Anne-Sophie Petitfils a travaillé sur les adhérents de l'UMP et a mis en avant la diffusion d'une rhétorique modernisatrice et de pratiques managériales à l'UMP en 2007. Ces pratiques avaient été lancées par Sarkozy lorsqu'il s'est imposé en 2004.

Les militants tentent de résister à ces pratiques mais le processus semble en marche et engendre une dépolitisation du travail partisan. Bien évidemment, la gestion d'un parti n'est pas strictement comparable à la gestion d'une entreprise mais il existe de nombreux points communs. On assiste à ce que Rémi Lefebvre appelle une banalisation organisationnelle des partis politiques.

La place croissante des professionnels de la politique

Là encore le phénomène n'est pas nouveau, il y a toujours eu des élus au sein d'un parti. Cependant, le phénomène se renforce.

La part des élus et notamment des élus locaux, mais aussi des semi-professionnels de la politique (collaborateurs d'élus, membre de cabinet etc.) tend à augmenter considérablement chez les adhérents des formations politiques. Lefebvre parle même d'une société d'élus locaux pour caractériser le PS d'aujourd'hui. La décentralisation dès les années 80 a multiplié les opportunités, les possibilités de faire carrière en politique. Les élus locaux tiennent généralement les sections locales des partis politiques.

La professionnalisation caractérise aussi le militantisme. Les intérêts professionnels et militants se confondent donc souvent. De nombreux militants dépendent très directement des élus en raison de la transformation de la fonction publique territoriale, de la multiplication des structures de cabinet et des structures dépendant des partis.

Les intérêts électoraux sont devenus dominants à tous les niveaux du parti, ce qui cantonne les tâches programmatique et le travail de militant le plus quotidien (en dehors des campagnes), au plus bas de l'échelle des pratiques. Les rapports de force des congrès désormais, s'élaborent surtout autour du ralliement des grands élus ou des fédérations à tel ou tel camp en présence. Les courants du PS ont tendance à perdre de leur consistance idéologique et à devenir des conglomerats autour de notables et incapable de se structurer dans le temps.

La vie des partis politiques semble de plus en plus rythmée par les consultations électorales, qu'elles soient locales ou nationales alors même que leur capacité à peser sur l'opinion publique, à organiser le débat public semble s'affaiblir. Devenus aujourd'hui des machines électorales professionnalisées guidées par l'efficacité électorale, les partis politiques ne structurent plus de la même manière le jeu politique.

Il s'agit moins de promouvoir une identité idéologique qui soit distinguée des autres partis et d'administrer un sens politique que de construire une offre politique qui soit crédible, ajustée au contexte et à la préoccupation des électeurs.

Il y a une dépendance de plus en plus grande des partis envers les médias en ce qu'il s'agit des communications politiques.

Si les idéologies pèsent moins dans le débat public, c'est parce que les questions de doctrines ne sont plus objet de controverses internes. Le logiciel idéologique des partis politiques professionnalisés s'est considérablement réduit car le but des partis politiques est de toucher le plus grand nombre. Cela suppose de mettre les accents sur les enjeux les moins clivants, les plus consensuels donc. Ils ont tendance à moins produire de représentations conflictuelles de la société, ils présentent moins de vision du monde.

C'est la vision technique qui devient le principe et externalisent même des études de faisabilité au sein de "Think tank". Les thématiques de partis de Gouvernement tendent à s'uniformiser et à devenir de moins en moins clivants. Si ils cherchent à structurer et animer le débat politique, les partis politiques ont perdu le monopole relatif qu'ils pouvaient exercer sur la définition de l'agenda et des problèmes publics. Les médias et notamment Internet sont devenus des espaces où se forme le débat politique, où se forment des ac-

tions collectives.

Le poids des sondages remet en cause le rôle des partis politiques à sélectionner les candidats à l'élection présidentielle. Il y a des candidats qui vont chercher à accumuler du capital médiatique et donc du capital sondagier.

Les primaires donnent aux militants un nouveau pouvoir. Sauf que les primaires ont plutôt tendance à dévaluer le rôle des militants (R. Lefebvre "Les primaires socialistes, la fin du parti militant"), car elles ont tendance à reléguer les militants dans les primaires élargies. Ces primaires mettent en concurrence les militants avec les sympathisants et suppriment la rétribution du militantisme.

Pour autant, il ne faut pas sous estimer le rôle que les partis politiques conservent en matière de sélection de candidats. Le "label" partisan constitue toujours un sésame précieux pour quiconque veut conquérir le pouvoir. Les labels partisans sont importants car donne aux candidats des ressources identitaires, organisationnelles, mais aussi des ressources financières.

3.3.4 Conclusion

Le discours sur la crise des partis politiques mérite d'être relativisé, nuancé car déjà, les partis politiques ne sont qu'une des formes historiquement déterminées d'entreprise politique. Le rôle croissant des médias conduit les partis à se redéfinir. La professionnalisation politique, la transformation du militantisme, la médiatisation des politiques (peoplelisation) modifie aussi les formes du phénomène partisan.

Les partis politiques se transforment plus qu'ils ne déclinent car ont toujours une forme de monopole sur la structuration de la compétition politique.

Ce qui affaiblit les partis politiques, c'est leur ancrage social et leur capacité de mobilisation des catégories populaires.

Le périmètre de leur action diminue car sont de plus en plus concurrencés par les médias et les sondages mais gardent toujours un grand rôle dans la sélection des candidats, mais aussi leur formation.

Au delà de la position sociale, il y a d'autres incitations qui conduisent à un engagement militant, que ce soit au sein d'un parti ou d'une association collective en général. D. Gaxie dans un article "Économie et rétribution du militantisme", emploie le terme de rétribution, de gratification de l'engagement militant.

Gaxie veut nous faire comprendre que la motivation et les caractéristiques des individus sont des pistes intéressantes et incomplètes pour comprendre l'engagement (ou le désengagement) militant. Pour Gaxie, les organisations dont les partis politiques, qui accueillent les militants, régulent aussi leur participation (les façonnent). La socialisation institutionnelle est essentielle pour un militant.

Un militant peut quitter une organisation sans en perdre les valeurs si la socialisation institutionnelle lui fait défaut. Pour Gaxie, chaque militant procède

au moins en parti et de manière inconsciente à une évaluation individuelle de coûts et de rétributions/de récompenses qui découle de son engagement. Il existe des rétributions matérielles (comme un emploi dans le parti) et des rétributions symboliques ou sociales. Elles sont dépendantes de la position sociale de l'individu.

Chapitre 4

L'action collective

S'intéresser à l'action collective quand on est sociologue du politique, c'est par exemple, prêter une attention particulière aux formes des actions collectives : manifestations, émeutes, la Révolution, le désordre etc. Toutes ces formes de mobilisation ne peuvent effectivement échapper aux travaux de la sociologie politique.

Les actions collectives ne peuvent et ne doivent pas être analysés comme la simple addition d'actions individuelles.

S'intéresser à l'action collective, c'est, par exemple, essayer de comprendre l'engagement. Ce n'est pas seulement s'intéresser à ceux qui protestent, c'est également analyser les acteurs de l'État, les membres du Gouvernement, les membres des associations politiques ou syndicales etc.

Avec des individus émergent aussi des pratiques comme la négociation, les médiations, les coups stratégiques ou tactiques. Loin de constituer seulement un cadre d'observation d'effervescence ou de désordre social ou politique, l'action collective devient de plus en plus un cadre qui permet de saisir, de comprendre, d'étudier certaines dimensions de la vie politique sociale et quotidienne.

D'où les questions suivantes : comment mobilise-t-on le collectif, du nombre ; comment passe-t-on de l'exaspération individuelle à l'émergence d'une cause défendue, créée ou soutenue par une foule ; comment et pourquoi des individus se regroupent dans des organisations pour défendre des intérêts ?

4.1 Les modèles et outils d'analyses de l'action collective

4.1.1 Le paradoxe de l'action collective

Mancur Olson, un économiste, dans un ouvrage "Logique de l'action collective", paru en 1966, montre un paradoxe qui hante les spécialistes de l'action collective. À l'échelle individuelle, il semble que le passage à l'acte est énigma-

tique.

Olson va appliquer les réflexions des économistes sur la rentabilité de l'impôt à une étude sur les groupes d'intérêt aux USA. La question de la thèse de cet ouvrage est relativement claire : "Pourquoi les individus se révoltent-ils ou comment faire adhérer les gens à une cause ?". En clair, il se demande pourquoi les individus ne se révoltent pas plus souvent.

Il met en évidence le paradoxe de l'action collective qu'il pose. Pour qu'un acteur détermine si il doit ou non participer à une action collective, il met en balance le coût et l'avantage qu'il peut en retirer. Si il peut obtenir un avantage sans en payer le coût, il sera, selon Olson, un "free rider" (un passager clandestin). Cette stratégie apparaît comme la plus rationnelle pour l'individu.

De là, vient le paradoxe de l'action collective : d'un point de vue rationnel, personne n'a intérêt à se mobiliser, et pourtant, il existe des mouvements sociaux. Si tous les salariés résonnent de la même manière, il n'y aura jamais de grèves.

Comment expliquer alors que dans nos sociétés, l'action collective soit aussi présente ?

Olson propose plusieurs cas où son paradoxe ne peut pas s'appliquer.

Le premier cas est quand nous avons à faire à des groupes qui sont en mesure d'exercer une action coercitive sur leurs membres. Dans ce cas, la discipline de groupe va dissuader les éventuels free riders.

Deuxième cas, dans le cas de petits groupes dont les membres sont en mesure d'estimer, d'évaluer, à l'avance, les effets négatifs de leur retrait de l'action collective et où les coûts d'organisation collective sont plus faibles, ce qui augmente le bénéfice individuel escompté.

Le troisième cas est lorsque le groupe est capable d'offrir à ses membres des incitations sélectives qui sont des biens divisibles entre les membres. Ces biens sont d'autant plus incitatif que lorsqu'ils sont proposés exclusivement par le groupe en question. Par exemple, le syndicat américain des médecins propose à ses adhérents des contrats d'assurance. Cela discrimine les participants des non participants. Ces incitations peuvent être positives (accorder la reconnaissance, des biens, une assistance) ou bien négatives (se traduisant par des sanctions/menaces).

Les limites de cette démonstration qui reste convaincante en apparence sont pourtant importantes.

Cette démonstration proposée par Olson, s'inscrit dans le paradigme du choix rationnel commun aux économistes néo-classiques. L'auteur suppose que tous les acteurs sont capables d'anticiper et d'évaluer à la fois les coûts et les bénéfices de l'action de groupe. Or, cette posture théorique est démenti par les enquêtes empiriques et fait l'objet de nombreuses critiques.

Elle bénéficie cependant de l'emprise croissante de l'économie académique sur les sciences sociales.

Olson considère le militantisme comme un fait univoque qu'il a tendance à limiter à l'adhésion à une organisation. Or, les raisons qui conduisent un individu à prendre part à un collectif ne peuvent se limiter au potentiel d'action

affiché par le groupe même si cela peut entrer en considération.

En fait, envisagé au niveau individuel, les enquêtes sociologiques montrent que les raisons de la mobilisation sont multiple et indistinctes. Elles mêlent à la fois la recherche d'un esprit de camaraderie, un entre soi militant etc. Or, cette diversité des raisons d'engagement est très mal analysée par l'économisme un peu rude des adeptes du choix rationnel, qui ont trop tendance à raisonner exclusivement en termes de coûts/avantages.

Si les dimensions de l'action collective sont multiples, il en va de même de leurs éventuels rétributions. C'est ce que montre Daniel Gaxie dans "Économie des partis et rétributions du militantisme", dans la revue française de Science Politique. Les apports du texte de Gaxie peuvent être facilement transposé à l'engagement dans l'action collective en général et pas seulement dans le cas des partis politiques.

Gaxie parle d'un effet surgénérateur de l'engagement : certains groupes produisent plus d'autant plus d'énergie et d'enthousiasme militant qu'elle n'en consomme.

Joana Siméant s'est intéressé aux membres de l'organisation MSF. Elles montrent que les membres de ce collectif ont un goût prononcé pour l'aventure qu'ils ont pu développer dans le service militaire, dans le scoutisme voire même dans des services d'ordre de partis politiques.

Ils ont un rapport un peu distant avec la médecine, et, combiné à leur goût de l'aventure, les ont incités à adhérer à MSF. Leurs disposition à l'engagement font que celui-ci a pu s'effectuer.

C'est une rencontre entre une disposition et une offre militantisme. Cette offre militantisme varie en fonction des contextes et des périodes. Les membres d'une même organisation peuvent relever d'une logique de recrutement différent selon les lieux observés. C'est ce qu'a montré Saviki à propos du PS. Il met en évidence des profils homogènes au sein de chacune des trois fédérations qu'il étudie, mais ces profils sont différents d'un milieu partisan à l'autre en raisons d'histoires locales contrastées.

Olson attire notre attention sur un point important, c'est qu'une mobilisation, pour émerger, prendre de l'ampleur, doit avoir un minimum d'organisation pour motiver les participants en accumulant des ressources qui doivent être matérielles, morales etc. qui vont être investis dans l'action collective.

4.1.2 Les conditions de la mobilisation collective : les théories de la mobilisation des ressources

Cet ensemble de recherches, conduit aux USA, par Mc Carthy, Zald, Gamson, Oberschall, ont des traits communs que l'on réunit dans cette idée de la mobilisation des ressources.

Il y a deux grands traits communs.

Dans la lignée d'Olson, ces travaux opèrent une rupture avec les focalisations sur les seules situations de foules et/ou de violence. On identifie traditionnel-

lement un ancêtre de l'étude des mouvements sociaux dans les analyses qui, à la fin du XIXe siècle et au début du XXe entendait mettre au jour la psychologie des foules, études incarnés par Gustave Lebon et Gabriel Tarde. Lebon décrit la foule comme une "âme collective" et pose la loi de l'unité mentale des foules.

Selon Lebon, la foule permet à ceux qui la compose de libérer leurs instincts notamment la violence, la puissance, mais aussi la bêtise. Cette foule est en état d'hypnose et peut facilement être manipulée par des leaders. À cette époque, Lebon écrit même un manuel à l'usage des gouvernants inquiet des foules afin qu'ils puissent les contrôler notamment par la répétition d'images simples et fortes faisant appel à l'irrationnel et l'inconscient.

Ces travaux (de Mc Carthy, Zald etc) élargissent la vision Olsonienne en s'écartant des seuls cas où les activités collectives visent des intérêts matériels pour intégrer des mobilisations qui sont orientés vers la défense d'une cause ou de valeurs. Ces travaux interrogent le comment, plutôt que le pourquoi de la manifestation et cherchent donc une issue au paradoxe d'Olson.

Mc Carthy et Zald vont établir grâce à une étude très fine et minutieuse de l'organisation interne des mouvements sociaux, distingue d'un côté les bénéficiaires directs dont la situation sera concernée par la mobilisation, et de l'autre, ce qu'ils appellent les militants par conscience ou ce que l'on appelle les militants moraux : ce sont ceux qui s'investissent dans une mobilisation, dans une action collective, pour d'autres motifs que la théorie de la mobilisation des ressources a du mal à expliquer car ils ne sont pas concernés par la mobilisation.

Ces militants apportent la plupart du temps, des ressources déterminantes de type différentes à l'action qui se mobilisent. Ils jouent souvent le rôle d'organiseurs ou de porte paroles du mouvement social auxquels ils mettent leurs ressources personnels (notoriété, visibilité médiatique, savoir faire, etc.) à disposition. On l'observe plus particulièrement pour la mobilisation des groupes précarisés. Le mouvement des "sans" (les sans emplois, les sans papiers, etc) s'est développé en France dans les années 90 et ont donné lieu à des formes d'actions comme les grèves de la fin, les manifestations, les occupations de service public et ont permis d'inscrire l'existence et la protestation de groupes habituellement désignés comme exclus et donc difficilement mobilisés et mobilisables car considérés comme muets et passifs dans l'espace public.

4.1.3 De l'expression du mécontentement à la sociologie des causes

L'idée est de comprendre comment il est possible de passer de mécontentements individuels nombreux à des actions collectives focalisées elles, sur un enjeu précis.

Hirschman va en 1970, dans un ouvrage intitulé "Défection et prise de parole", se poser la question de comment on peut exprimer notre mécontentement. Il va forgé trois mots qui vont marqués les esprits : exit, voice, loyalty. L'ouvrage

va avoir un grand succès car il offre une grille de lecture assez simple d'un problème quasi quotidien. Sa question de départ, c'est comment réagir si un bien ou un service baisse en qualité.

Il répond qu'habituellement, il suffit de faire défection (exit). C'est parce qu'il existe un marché que je peux faire défection. Si il y a monopole, les consommateurs sont captifs et ne peuvent rien faire, ce qui est faux selon Hirschman. Quand il y a situation de monopole, les clients mécontents peuvent le faire savoir à l'entreprise, soit individuellement, soit collectivement (voice). Il existe donc deux moyens de lutter contre la défaillance d'une entreprise : la défection ou la protestation.

Si les économistes ont systématiquement oubliés le second, c'est parce qu'il appartient à la caisse à outils des politistes plus qu'à celles des économistes. Ici, Hirschman atteint son premier objectif qui est de démontrer que l'exit n'est pas le seul moyen d'action contre la défaillance.

Les deux outils mélangés peuvent se révéler d'une redoutable efficacité pour des individus mécontents. À ce stade de sa réflexion, il examine le comportement de membres d'organisations tel que des associations ou des partis politiques et remarque que les entrées et les sorties ne sont pas d'une fluidité extrême. C'est parce que les membres sont loyaux.

Ce comportement loyal a d'autant plus de chances de porter ses fruits que l'organisation craint de voir partir ses membres. En partant de cette grille d'analyse, il parvient à une grande richesse d'interprétation, ce qui explique pourquoi son ouvrage a trouvé un écho chez les politistes ou les sociologues. Cependant, il a été critiqué pour son économisme car être loyal ou protester ne peuvent être réduit à un calcul coûts/avantages, car cela a tendance à minimiser les rôles des idéaux, des croyances et des affects dans l'engagement et dans l'action collective.

4.2 Les formes de l'action collective

Même dans un cadre historique et géographique restreint, les formes d'actions collectives se caractérisent par leurs grandes variétés. Cela peut être l'occupation de lieux publics, de pétitions, de marches, de manifestations, de boycotts, de grève de la faim, de squats, d'émeutes, etc.

De façon évidente, l'adoption d'une forme d'action collective, paraît résulter d'un choix délibéré des groupes et des organisations qui la mettent en oeuvre. L'action collective semble s'inscrire dans un projet. Dans la plupart des cas, cette marge de manoeuvre existe bien. Néanmoins, les acteurs mobilisés n'agissent pas de n'importe quelle manière. Cet espace de choix des formes de l'action collective n'est jamais totalement ouvert. Les formes que va prendre l'action collective apparaissent au moins partiellement, contraintes.

4.2.1 Les répertoires de l'action collective

Pour définir les formes d'action collectives, qui, à un moment donné, s'offre à un groupe ou sont utilisés par celui-ci, l'historien Charles Tilly, a développé la notion de répertoire d'actions dans "La France conteste : de 1600 à nos jours".

Pour lui, toute population dispose d'un répertoire d'actions collectives, un certain nombre de moyens d'agir en commun, sur la base d'intérêts en communs, et qu'elle a généralement déjà expérimentée par le passé ou qu'elle connaît le résultat d'expérimentation passée. Tilly précise "Ces différents moyens d'actions composent un répertoire, un peu au sens où on l'entend dans le théâtre et la musique, mais qui ressemble plutôt à celui de la comedia dell'arte ou du Jazz [...]. On en connaît plus ou moins bien les règles, qu'on adapte au but poursuivi".

En théorie, selon Tilly, une groupe mobilisé pourrait avoir recours à un nombre non limité de modes d'actions, mais tendanciellement, il en privilégie certains qu'il estime plus légitime, plus efficace ou plus ajusté à son identité et à son histoire.

Étudiant les mouvements sociaux en France au début du XVIIe à la fin du XXe, il observe que les formes de mobilisation changent selon les périodes. Il observe ainsi une rupture dans la longue succession des mobilisations en France.

Il va observer deux types de répertoires avec des caractéristiques bien spécifiques au cours des 4 siècles qu'il a étudié. La première période est du XVIIe au XIXe (Année 1650-1850) et se caractérise par le fait que la mobilisation se joue dans un cadre communal (local donc), il est joué par des acteurs locaux ou les représentants locaux d'acteurs nationaux. Les contestations ont tendance à se développer sur les lieux même de l'injustice et non à proximité des lieux où siègent les pouvoirs publics.

Sa deuxième caractéristique est le patronage, le répertoire fait appel à des figures d'autorité locale (des notables). Les personnes souhaitant protester compte donc sur des puissances locales pour transmettre les sujets de plaintes ou régler les conflits.

La troisième est que, à cette époque, l'action collective procède souvent par le détournement symbolique et/ou pratique de rituels sociaux qui lui pré-existent. Les mobilisations prennent donc souvent la forme d'invasion de champ, de sabotage de machines, d'expulsions d'agents du fisc etc.

Ces actions ont un fort degré de violence. Ce répertoire d'action donne lieu à des affrontements brutaux.

Tilly appelle cela le répertoire local-patronné.

Tilly montre qu'avec l'industrialisation et la nationalisation de la vie politique, les mobilisations se délocalisent et se collectivisent sous l'effet du rôle croissant des syndicats et des associations et prennent des formes spécifiques : manifestations, grèves, pétitions.

Le répertoire qui s'impose à partir de 1848 jusqu'en 1880 prend la forme

d'une envergure nationale et si l'auteur montre bien que si il existe toujours des actions locales, elles se prêtent plus dans une coordination nationale.

Tilly appelle cela le répertoire national-autonome.

Sa première caractéristique est l'envergure nationale.

Sa deuxième est que les actions sont relativement autonomes. Tilly précise que "plutôt que d'en passer par les puissants et de s'adapter aux moyens qu'ils approuvent, les acteurs du nouveau répertoire s'expriment directement et sur un mode qui leur est propre". Il y a une autonomie des mouvements et des formes de leur action.

Les formes de mobilisation procèdent moins par le détournement de rituels préexistant que par l'intervention de forme originale comme les grèves, les manifestations, les sit in etc. On se rend sur les lieux les plus visibles du pouvoir pour manifester, on a un niveau de violence qui s'est réduit. La protestation s'est ritualisée.

La typification de ces deux répertoires ne doit pas conduire à une lecture caricaturale des analyses proposées par Tilly. Les oppositions communales/nationales et patronales/autonomie ne sont pas des oppositions entre des catégories s'excluant l'une de l'autre mais des continuum.

Les grèves, les manifestations, etc. sont toujours plus ou moins nationales et autonomes, mais jamais vraiment ni l'une ni l'autre. De plus, Tilly précise que le passage de l'ancien au nouveau répertoire ne se produit pas d'un coup. Au contraire, il résulte de nombreuses tentatives d'innovations, plus ou moins couronnées de succès et de retours à des formes plus routinisées d'actions.

4.2.2 Les évolutions contemporaines des répertoires d'actions

Il existe plusieurs hypothèses, faisant discussions et étant l'objet de critiques.

L'émergence de nouveaux mouvements sociaux

Les NMS identifient une transformation de l'action collective pendant la période de très forte contestation qu'ont connu les pays industrialisés à partir des périodes de très forte contestations à la fin des années 1960 (Mai 68 en France). Un des auteurs à l'origine de ces théories des nouveaux mouvements sociaux est Alain Touraine, "La voix et le regard"; un autre auteur est Alberto Melucci.

Cette crise sociale et politique qui caractérise les pays industrialisés à la fin des années 60 aurait fait émerger de nouveaux mouvements sociaux tel que le mouvement féministe, le mouvement homosexuel, le mouvement écologiste. Ces mobilisations pourtant très hétérogènes auraient un point commun : elles mettraient en avant des revendications "post-matérialiste". Ils s'opposeraient en cela aux mouvements antérieurs, notamment le mouvement ouvrier qui,

eux, portaient des revendications "matérialistes" car portant sur les conditions de vie et les ressources matérielles.

L'émergence de ces nouveaux mouvements traduirait l'évolution profonde des sociétés occidentales mises en évidence par Ronald Inglehart, qui, avec l'amélioration du niveau de vie global deviendrait de plus en plus post-matérialiste.

Première critique, la césure historique entre matérialiste et post-matérialiste se révèle simplificatrice ou réductrice. En effet, les mouvements passés sont moins exclusivement matérialistes que ne le pense les promoteurs des nouveaux mouvements sociaux. Ainsi, au sein du mouvement ouvrier, on n'avait pas seulement des revendications matérialistes. Au sein de ce mouvement, l'enjeu des mobilisations concernait aussi la reconnaissance et la dignité collective du groupe ouvrier.

Edouard Thompson, en 1963, publie "La formation de la classe ouvrière anglaise". Il montre que l'enjeu de la reconnaissance et de la dignité collective a toujours été important au sein des groupes ouvriers.

Les revendications "matérialistes" n'ont pas disparu à la fin des années 1960. La crise économique ultérieure et les mobilisations qu'elle a provoquée le démontre. Dans la France des années 1990, on assiste à un retour de la question sociale et de mobilisations de groupes précaires comme les chômeurs en 1997-1998 mais aussi des mobilisations des groupes les plus précarisés, des SDF, des sans-papiers, des "sans" en général.

Deuxième critique, les évolutions ne remettent pas en cause les principaux traits du répertoire d'action moderne tel que définis par Charles Tilly.

Les expertises

Il y a une importance croissante de l'expertise. Une autre évolution se montre mise en avant par d'autres travaux, d'autres recherches, c'est l'importance croissante de la dimension experte dans le processus de mobilisation collective. Cet expertise désigne la mobilisation d'un savoir scientifique au service d'un objectif politique (une réforme).

Il existe de nombreux exemples de cet expertise notamment dans le domaine de l'environnement, de la santé, de la critique de la mondialisation montrant l'enjeu essentiel de l'acquisition et de l'usage d'un savoir spécialisé reflétant d'ailleurs un processus plus large d'une technicisation croissante des sociétés contemporaines (Pierre Lascoumes). De ce point de vue, l'exemple le plus significatif est celui des mobilisations des personnes souffrantes du SIDA, qui se sont développées à partir de la fin des années 1980 et dans différents pays européens.

Des associations comme act-up ou aides ont fait un usage intensif de l'expertise en matière médicale et grâce à ceci, elles se sont imposées comme des interlocuteurs incontournables et légitimes auprès des pouvoirs publics. Ces mouvements ont une capacité à mobiliser un savoir scientifique ou technologique car elles estiment ces savoirs plus appropriés.

Ce modèle de militantisme scientifique, si il s'est développé essentiellement

dans la mouvance écologique, il s'est étendu dans les années 90 notamment comme le montre le sociologue Lilian Mathieu dans un article "Savoir/Pouvoir, les enjeux de l'expertise dans les mouvements sociaux".

Le recours à l'expertise est surtout utilisé par les groupes qui ne peuvent pas s'appuyer sur le nombre.

Transnational-Solidariste : répertoire d'action international

C'est un répertoire qui serait apparu sous l'effet de la globalisation ou d'une internationalisation croissante des mobilisations. Isabelle Sommier dans "Les nouveaux mouvements contestataires à l'heure de la mondialisation", 2001. Selon certains auteurs, il y aurait un nouveau répertoire (de troisième génération) qui apparaîtrait à partir des années 80 et qui coexisterait avec les deux autres répertoires de Tilly.

Ce répertoire d'action, selon les termes d'Erik Neveu, serait le fruit d'une société post-industrielle qui favorise la mondialisation économique mais aussi la mondialisation de l'information et des réseaux sociaux tout en favorisant l'individualisme.

Les caractéristiques de ce répertoire sont l'internationalisation des mobilisations, l'altermondialisme étant un exemple ou encore les actions de Greenpeace.

Deuxième caractéristique, l'action se désinstitutionnalise en refusant toute délégation politique et de délégation de pouvoir, privilégiant donc la démocratie directe/participative à travers des forums, des actes de désobéissances civiles, etc.

Troisième caractéristique, les formes sont plus individualistes et font intervenir des leaders médiatisés et des experts. Cette montée des logiques d'expertise est rendue nécessaire par le nombre croissant de dossiers et le besoin de mobiliser des arguments de la science et des projets chiffrés.

Le niveau de violence est très faible mais est plus symbolique et spectaculaire pour créer de l'image destinée à être diffusée. On a donc des intérêts qui sont plus universels. Dans ce type de répertoire, on revendique davantage dans des lieux qui symbolisent la mondialisation néo-libérale comme des contre-sommets altermondialistes.

L'action collective se situerait donc de moins en moins au niveau d'un territoire étatique et de plus en plus dans l'espace du transnational comme en témoignent le développement rapide des ONG, des manifestations européennes et internationales, etc.

Cependant, si l'on constate effectivement, de façon incontestable, des tentatives de constitution de réseaux d'actions collectives transnationaux, de nombreuses études, notamment consacrées au niveau européen montrent que l'on assiste souvent à la juxtaposition de mouvements nationaux plus qu'à la constitution d'une mobilisation authentiquement supra-nationale ou transnationale.

La question reste ouverte, le phénomène étant contemporain.

Chapitre 5

L'action publique

5.1 Définition et typologie des politiques publiques

Jean-Claude Thoenig, dans "Le traité de Science Politique", propose la définition suivante : "Une politique publique est un programme d'action propre à une ou plusieurs autorités publiques ou gouvernementales".

Les politiques publiques sont donc des outils et des moyens mis en oeuvre par les pouvoirs publics pour atteindre des objectifs dans un domaine particulier de la société. Les politiques publiques recouvrent un large champ d'intervention : politique économique, de la ville, sécurité, culturelle, logement, etc.

Les politiques publiques ont une histoire, elles ont connu des évolutions, des transformations en fonction des enjeux et des préoccupations politiques de l'époque. Des changements de paradigme ou de référentiel sont susceptibles de se produire, traduisant alors de nouvelles préoccupations ou justifiant la mise en oeuvre de moyens d'actions différents. Il est possible d'élaborer une typologie des politiques publiques, celle-ci permet de montrer que leurs champs d'application mais aussi leurs moyens d'actions et leurs objectifs ont évolué historiquement.

Théodore Louis, a proposé des typologies reposant sur la distinction de deux paramètres : le type de ressortissants d'une politique publique ; les ressortissants sont les individus, groupes, et organisations concernés par la politique publique ; elle peut chercher à modifier les comportements individuels ou ceux de collectifs moins spécifiés.

Le type de contrainte auquel les instruments utilisés renvoient est le deuxième paramètre.

Le croisement de ces deux paramètres permet de distinguer quatre types de politiques publiques : les politiques réglementaires, les politiques allocatives ou distributives, les politiques redistributives, les politiques procédurales ou constitutives.

5.1.1 Les différents types de politiques publiques

Les politiques réglementaires

Ces politiques visent les individus au moyen d'une contrainte directe.

Les politiques allocatives ou distributives

Elles visent les individus au moyen d'une contrainte indirecte. Comme les prestations sociales soumises à certaines conditions.

Les politiques redistributives

Elles concernent des groupes et non plus des individus isolément au moyen d'une contrainte directe : la politique de la sécurité sociale, la politique fiscale. L'État fixe des règles concernant un groupe spécifique. Le groupe entier est donc soumis à une obligation précise comme par exemple l'obligation de cotiser pour la sécurité sociale.

Les politiques procédurales ou constitutives

Ce sont des politiques qui constituent des contraintes indirectes pour des groupes. Le plus souvent, elles passent par la mise en place de dispositifs institutionnels. C'est le cas des contrats de plan entre l'État et les régions. Dans ce cas, la puissance publique encadre les politiques publiques en définissant les règles sur les procédures à respecter.

5.1.2 Les politiques publiques dans l'histoire

Cette typologie permet de mettre en évidence plusieurs éléments de transformation des politiques de l'État. L'État s'est historiquement construit à travers la construction de politiques publiques. L'État s'est construit en prenant plusieurs figures au cours des siècles. Dans son ouvrage, Patrick Hassenteufel, distingue plusieurs étapes auxquels correspondent des figures spécifiques de l'État.

Jusqu'au XVIIIe siècle, l'État conduit prioritairement trois politiques publiques qui sont celles de l'État régalien : politique du maintien de l'ordre, politique militaire (la défense), et la politique fiscale. Cela se fait à travers la mise en place d'instruments administratifs : la police, l'armée mais aussi par la production de règle de droit.

Au XIXe siècle, les politiques d'intervention directe sont à leur apogée et constitue le socle de la figure de l'État-Nation. D'autres politiques publiques se mettent en place par l'État : dans le domaine des transports (notamment

les chemins de fer) mais aussi dans le domaine des communications (la Poste, le télégraphe), dans le domaine de l'éducation afin d'unifier la culture nationale et d'imposer la langue française.

À la fin du XIXe siècle, on assiste à l'apparition des politiques redistributives. Elles vont former le socle de l'État-providence. La responsabilité est perçue comme collective et non plus comme individuelles d'où la mise en place d'assurances collectives pour les accidents du travail notamment.

Après la deuxième guerre mondiale, l'État devient un État producteur. L'État élargit son intervention en matière économique afin d'accélérer la reconstruction du pays. De plus l'État étend les systèmes de protection sociale.

Depuis les années 1970, il y a une remise en cause assez forte de l'interventionnisme de l'État. L'accent est mis beaucoup plus fortement sur les politiques procédurales. L'État devient un État "régulateur", l'État intervient désormais de manière indirecte en relation avec d'autres acteurs, notamment du secteur privé.

Si chaque époque se caractérise par la domination d'un type de politique publique, les États contemporains combinent dans des proportions variables les différents types de politiques publiques.

Pour comprendre les évolutions, il faut voir deux notions proches : le paradigme et le référentiel.

5.1.3 Paradigme

Le paradigme d'une politique publique renvoie à la conception globale qui anime les promoteurs d'une politique publique.

Un paradigme fonctionne comme un ensemble d'éléments qui rend un système d'acteurs cohérent et durable. Pour un auteur comme Peter Hall, le changement de paradigme de politique publique s'explique par la remise en cause accumulée des politiques publiques déjà en place. Il estime ainsi qu'un changement de paradigme s'est produit dans le domaine de la macro-économie. Il montre que si pendant les trente glorieuses, c'est le paradigme de Keynes, à partir des années 1980, c'est le paradigme libéral et monétariste qui domine et rend obsolète le modèle Keynésien.

5.1.4 Référentiel

Le référentiel, lui, s'inscrit dans une perspective d'analyse cognitive. Selon cette approche, les politiques publiques apparaissent comme la construction d'un rapport au monde propre à une société.

Les politiques publiques sont définies à partir d'une certaine représentation d'un problème et ses solutions envisageables. Pour Pierre Muller, l'un des principaux tenants de cette approche, "Élaborer une politique publique consiste d'abord à construire une représentation, une image de la réalité sur laquelle on veut intervenir. C'est en référence à cette image cognitive que les acteurs

organisent leur perception du problème, confrontent leurs solutions et définissent leurs propositions d'action : cette vision du monde est le référentiel d'une politique."

La politique de la santé est défini selon une représentation précise du statut de la maladie dans la société moderne et du statut des personnels chargés de mettre en oeuvre les systèmes de soins.

Dans un ouvrage, "Les politiques publiques", Muller prend l'exemple de la politique agricole.

5.2 Problèmes publics et mise sur agenda

5.2.1 Le processus de la mise sur agenda

Les problèmes publics (sécurité, santé, éducation...) sont en fait le produit d'une construction sociale préalable. Avant de devenir public, un problème se trouve sélectionné et reformulé par les autorités publiques. Si il est le départ de toute politique publique, un problème n'est donc pas mécaniquement l'objet d'une politique.

Pour qu'un problème devienne public, il faut que la dimension collective soit suffisamment importante pour justifier l'intervention des pouvoirs publics. Il faut que le problème ait une dimension collective afin de justifier l'intervention des pouvoirs publics.

Il faut prendre en compte le fait que les pouvoirs publics ne sont pas en mesure de répondre favorablement à toutes les demandes. La principale raison est financière.

C'est pour ces raisons que certains problèmes sont mis à l'agenda. C'est à dire qu'ils sont traités par les pouvoirs publics et vont faire l'objet d'une ou plusieurs politiques publiques.

Cette mise à l'agenda dépend de plusieurs facteurs. Cela peut dépendre des valeurs, de la nouveauté, ou encore de l'intensité dramatique du problème en question. Il faut également mentionner le contexte politique.

Selon Vincent Dubois, l'existence d'un problème public suppose que trois conditions soient respectées.

- Un niveau de connaissance suffisant, car il n'y a pas de problèmes si on ne détient pas des informations précises et des cadres pour l'interpréter. Pour sensibiliser, informer, faire prendre conscience, les médias sont très importants.
- Les normes sociales. C'est à partir de ces normes qu'une situation va apparaître comme étant une situation problématique. Le travail des enfants est devenu un problème dans notre société quand l'éducation s'est imposée comme une norme sociale.
- La mobilisation d'acteurs. Ces acteurs vont faire en sorte que les problèmes ont une dimension publique, d'où le rôle des partis politiques qui peuvent relayer le problème mais aussi les syndicats, les associa-

tions et autres entrepreneurs de morales (Becker, Outsiders), les problèmes font l'objet d'étiquetage par des acteurs collectifs qui font une croisade morale contre les comportements déviants. Le succès de cette croisade s'explique selon lui par la stigmatisation des consommateurs et le rôle des règles protestantes combinés à l'action de la DEA.

Ces trois conditions invitent à appréhender l'action publique en terme de problématisation. Toute action publique suppose une certaine formulation du problème mais aussi une sélection des publics concernés et une détermination des actions à mettre en oeuvre.

5.2.2 La traduction politique

Dans un livre "Pouvoirs contre SIDA", paru en 1993, Setbon a montré que les réponses du gouvernement à la maladie du SIDA variaient énormément d'un pays à l'autre. Il a étudié la France, la Suède et la Grande-Bretagne. Notamment parce que les réponses qui sont données face à cette maladie se font selon les manières de penser et d'agir des différents acteurs gouvernementaux.

Les pouvoirs publics n'agissent pas seul : il faut prendre en compte les associations, les syndicats mais aussi les experts et les médias qui prennent une place de plus en plus importante.

Le logement par exemple est autant à mettre à l'action du Ministère du Logement mais aussi aux associations comme le DAL, ou encore des personnalités emblématiques (Abbé Pierre, Eric Cantonna...). Le rôle des lanceurs d'alerte est aussi de plus en plus fort.

La formulation d'un problème public suppose que les autorités publiques puissent se reconnaître compétentes, habilités, légitimes pour traiter le problème en question.

Joseph Gusfield dans "The culture of public problems", a étudié la façon dont la question de la conduite en état d'ivresse est devenu un problème public aux USA dans les années 1950 et 1980. Il montre que pendant des années, voire des décennies, les conducteurs ont acceptés l'idée que les accidents étaient inévitables. Il montre que ce n'est qu'à partir des années 60 que l'alcool au volant est devenu un problème public. C'est à dire un moment où, dans la société américaine, les accidents de la route ont cessés d'être perçus comme relevant uniquement de la fatalité, quand ils ont pris conscience qu'ils pouvaient combattre la mortalité sur les routes.

Dans un ouvrage, "The emergence and transformation of disputes : naming, blaming, claming", Felstinel, Sart, identifient trois étapes dans la construction du problème public.

La première étape est la nomination. La phase de prise de conscience et de désignation d'un problème. C'est lors de cette étape qu'un problème individuel est érigé, constitué en un problème collectif.

La deuxième phase, le blâme, est la phase où on va rechercher les causes d'un problème et au cours de laquelle on va imputer la responsabilité de ce

problème à un individu ou à un collectif.

La dernière phase, la réclamation, est le moment de la formulation et de la revendication auprès des pouvoirs publics et c'est un moment qui correspond à la publicisation d'un problème en question.

Dans son ouvrage, Hassenteufel étudie la constitution des accidents du travail et sa construction en problème public. En reprenant les trois étapes vu précédemment, il applique ce modèle au cas des accidents du travail.

Lors de la première phase, il montre que les accidents du travail sont perçus dans les consciences comme la conséquence du machinisme et de l'industrialisation et elles ne sont plus perçus comme relevant de la fatalité ni comme un problème qui relèverait d'"erreurs" des ouvriers.

Lors de la deuxième phase, il montre que la responsabilité de ces accidents incombe à l'industrialisation des sociétés et doivent donc faire l'objet d'une prise en charge collective et non pas individuelle.

Lors de la troisième phase, c'est que les syndicats et les acteurs politiques ont réclamés la mise en place d'une assurance contre les accidents du travail. Assurance financée par les employeurs.

Une fois formulée, le problème public doit être inscrit à l'agenda. Les pouvoirs publics doivent s'en saisir et le traduire politiquement.

La notion de mise à l'agenda renvoie au passage d'un problème du domaine privé au domaine public. Garraud définit la notion d'agenda comme "l'ensemble des problèmes faisant l'objet d'un traitement, sous quelques formes que ce soit, de la part des autorités publiques et donc susceptible de faire l'objet d'une ou plusieurs décisions".

La mise sur agenda signifie que les autorités publiques s'emparent en quelque sorte du problème et considèrent qu'ils sont compétents pour le traiter. Il ne s'agit nullement d'une simple inscription à l'ordre du jour. Il existe un effet de cadrage lié à la manière dont le problème a émergé. La manière dont le problème a été construit a une influence sur le mode de pensée de celui-ci et donc également sur son mode de traitement.

C'est en ce sens que tous problèmes publics est d'abord un construit social et qu'il n'existe donc pas, à priori, dans la nature, des problèmes publics prêts à être gérés par les autorités.

La mise sur agenda ne doit pas être confondu avec les priorités affichées par les pouvoirs publics. L'inscription à l'agenda estime un certain rapport de force entre des groupes et dépend donc des ressources, des mobilisations, des coalitions et des transactions effectués entre les groupes et par des groupes.

Dans un ouvrage "Participation in american's politic", Cobb et Elter, ont distingués deux types d'agendas : l'agenda systémique (prise de position, débat etc.) et l'agenda institutionnel (commande d'un rapport, PJJL etc.). Ce n'est donc pas parce qu'un projet est débattu qu'on le retrouve forcément dans l'agenda institutionnel. Le premier est d'ailleurs plus flou et moins concret que l'agenda institutionnel qui comporte d'ailleurs une forte dimension routinière, il traite des problèmes traditionnels de la vie publique.

La diversité des problèmes publics fait que les autorités décident des pro-

blèmes qui seront mis à l'agenda. Il y a donc une sorte de compétition entre les problèmes publics et un effet de sélection structuré par trois grands principes : l'intensité dramatique du problème (un événement marquant), la nouveauté (qui est moins lié au problème lui même qu'à sa façon de l'aborder), son adéquation aux valeurs culturelles dominantes.

Il y a ce que l'on appelle des "fenêtres d'opportunité politique" quand un moment est propice à la mise sur agenda d'un problème donné.

5.3 La mise en oeuvre de l'action publique

5.3.1 L'approche par le haut : top-down

5.3.2 L'approche par le bas